

Le Monde

Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 DR : Maroc, 1 Afr., Tunisie, 100 M.
Albanie, 1 DR : Suisse, 7 sch., Belgique,
3 R., Congo, 100 M.
Espagne, 10 sch. : Grande-Bretagne, 1 R., Grèce,
16 R., Iran, 45 R., Italie, 250 L., Liban, 125 R.
Luxembourg, 3 R., Norvège, 350 M.
0.75 R. : Portugal, 100 M. : 1.75 R. : Roumanie,
0.50 R. : U.S.A., 75 sch. : Yougoslavie, 8 M. ch.

(voir des abonnements page 12)

5, RUE DES ITALIENS
75221 PARIS - CROISSY-BOULEVARD
C.F.E. 607-21 Paris
Télex Paris no 65572
Tél. : 370-91-29

Tout en critiquant le pouvoir

J'accepterai la proposition du Destour d'être élu président à vie

De notre envoyé spécial PHILIPPE HÉRREMAN

Les syndicats donnent la priorité à la négociation

La C.F.O.T. et F.O., chacune pour sa part, viennent à leur tour, après la C.G.T., d'exprimer leurs vives inquiétudes devant la persistance de l'inflation. Malgré la dureté de leurs réquisitoires contre la politique économique actuelle, les syndicats continuent à donner la priorité aux négociations avec le patronat et les pouvoirs publics, se refusant pour le moment à « planifier l'action », selon une expression de M. Maire.

Pour un fois, les trois principaux centres syndicaux français ont d'accord : le dispositif gouvernemental destiné à freiner la débauche de main-d'œuvre est totalement insuffisant. M. Séguin, au Palais des Sports, en avait dénoncé jadis les aspects « démocratiques » ; mais, devant les détractables de concentration, de participation ou de libéralisation, le lendemain, le bureau national du C.F.D.T. a déclaré que dans ce domaine, les « véritables maîtres du jeu » sont les « véritables maîtres de la République », et a estimé que son objectif essentiel est d'« empêcher la vie privée des Français de servir de prétexte à une petite bourgeoisie jacobine souvenant, quoique la barrière qui sépare le département de la grande bourgeoisie, la liberté, d'être sans mesure ». Il a donc déclaré que, dans ces conditions des salaires, bien au contraire, mais de mieux « résister à la classe ouvrière » et de « concentrer la main-d'œuvre dans tous les domaines, tant politique qu'industriel ». On risque ainsi, déclare-t-il, de voir un « certain nombre de socialistes s'aligner sur un certain libéralisme ». Le gouvernement s'« oriente vers une politique dans laquelle, à longue portée, qui se traduit par la mise en œuvre de mesures opérant par les employeurs et la montée d'un chômage important dispersé sur les petites entreprises, sans parler du « vol des emplois ».

Il estime le secrétaire général de la C.F.D.T. commence à « remettre l'opinion ».

Il a dénoncé des requiratoires cégétistes et stalinistes contre les pouvoirs publics et le patronat, et a contrasté avec la pondération des propos sur la « modification des conditions de travail ».

Il explique clairement : « Le C.F.D.T. continue à ne pas céder à une certaine pression qui pousse les dirigeants à se laisser aller à des appels tout évangéliques. Mais en nous opposant à la politique du gouvernement nous faisons œuvre de prévention et œuvre de salut pour les travailleurs. Les dirigeants d'aujourd'hui auront à la fois le frein et le chantage ».

JOANINE RO
(Lire la suite page 19)

Le décalé de transition avant l'indépendance pourrait aussi être dû à profit par les puissants et les du Mozambique pour s'organiser devant une situation entièrement nouvelle. Pour la rhodésie comme pour l'Afrique du Sud, l'accord de Lusaka est évidemment une manœuvre destinée à empêcher le pays du glacé d'écrouler qui les séparât des rhodésiens qui leur sont hostiles. Les ports mozambicains de Lourenço-Marques et de Beira constituent d'autre part les seuls bouches maritimes de la Rhodésie.

Rien d'étonnant dans ces conditions que plusieurs ministres oidiens aient plusieurs attellement au Cap. Ils disent sans doute avec les autorités sud-africaines des moyens de faire face à la situation : le rattachement des réseaux ferrés des deux pays pourrait, par exemple, être étudié sans rapidement. Le gouvernement de Pretoria a aussi ses problèmes : les financiers du pays participent aux investissements ont permis de relier le gigantesque ouvrage de Cabura-Bassa, le Zambèze, à l'Afrique du Sud par deux lignes de chemin de fer, et les nouveaux dirigeants du zambézisme acceptent-ils de unir au pays de l'apartheid l'énergie électrique dont il a besoin pour poursuivre son développement ? On ne saurait pas la Guinée-Bissau et le zambézisme, il reste au gouvernement de Lisbonne à régler le problème de l'Angola. La division Mouvement populaire de libération de ce pays (M.P.L.A.) est si faible que qui ne peut pas être aidé par nature jusqu'à prêt à faciliter une négociation.

Les efforts faits depuis quelques années par ses dirigeants pour créer un front uni montrent qu'ils sont conscients du problème. S'ils parviennent à surmonter leurs divergences, il leur faut encore attendre quelques années pour que le Mouvement national de libération du zambézisme (F.N.L.A.) de M. Roberto Mwaanga. La décolonisation de Angola s'annonce autrement que celle du Mozambique : la Guinée-Bissau.

gouvernement de coalition. Mais, du côté portugais, on explique que le leader africain, lorsqu'il avait fait l'annonce de la formation d'un gouvernement de coalition multipartite totalement différent du « gouvernement de transition » portugais, avait voulu dire qu'il serait composé uniquement de membres du FRELIMO et de représentants du Portugal. Reste la question de la représentation de l'une et l'autre des parties dans ce gouvernement, et aussi celle de sa présidence. Selon les sources portugaises, la provenance de Dar-e-Salaam, le FRELIMO aurait exigé pour lui-même deux tiers des postes ministériels de la première administration, pour M. Samora Machel. Du côté portugais, selon certaines indications non confirmées, il aurait exigé la nomination d'un poste de haut-commissaire pour lequel le nom du général Otelo de Sarria Carvalho, l'un des principaux artisans du mouvement de libération du Mozambique, aurait été avancé. Le général Sarria Carvalho est connu pour ses antécédents en matière de démolition.

L'accord de Lusaka doit également fixer une date pour l'accession du Mozambique à l'indépendance. Les sources portugaises nous laissent entendre que ce serait en juin ou juillet prochain. Quant à la date de la mise en place du gouvernement de transition, on parle du 25 septembre, anniversaire de la déclaration du leader mozambicain Eduardo Mondlane qui le 25 septembre 1962 déclara la lutte armée contre le Portugal.

(Lire la suite page 4.)

« Au dernier congrès en 1971, il y avait eu des intrigues... Les gens se précipitent vers le scrutin de la vacance du pouvoir. Les candidats sont le maréchal et le ministre de la mer, fin à la présidence de Bourguiba de la reléguer au second plan. Ils pensaient que je n'étais plus en mesure de diriger. Et puis il y a eu des marchandages, des achats de voix. Ce n'était pas sérieux, il fallait effacer ce qui s'était passé. C'est pourquoi j'ai demandé à Moustier, il y a trois ans. C'est pour cela que j'ai tenu à ce que le nouveau congrès

n'interdit l'existence d'autres parts. Mais il se trouve que le Destour est le seul parti qui ait libéré les esprits. Les autres partis qui se taisaient contre nous. Ils étaient annexionnistes dans une certaine mesure. Dès lors que le Destour est ouvert à tous, qu'il n'est le représentant d'aucune classe, qu'il travaille à être le parti de la nation, il n'y a aucune raison pour qu'il y en ait d'autres.

Vous attaquez beaucoup d'impudence ceux qui disent que vous l'avez promis en développant résolument l'enseignement. Plusieurs diacnes de jeunes opposants ont été arrêtés, déshonorés, emprisonnés en Cour de sûreté d'État.

passe tantôt des symboles à la fois d'oppression et de désespoir gouvernemental destinés à freiner la hausse du coût de la vie est totalement insuffisant. M. Séguin, au contraire, se livre à une dénoncée jendil les aspects « démocratiques » présents, dit-il, sous les vocaboles de concentration, de participation ou d'écologie.

Le lendemain, le bureau national de la C.F.D.T., se efforçant de mettre en jeu les véritables mobiles du mouvement, rappelle que l'objectif estimé qu'on son objectif essentiel) « est d'aménager la vie privée des Français en faisant franchir à la population un pas décisif vers la liberté mesquins la barrière qui la séparait de la grande bourgeoisie, plus libérale dans ses mœurs ». Il ne faut donc pas chercher à améliorer la condition des salariés, bien au contraire, mais de mieux « résister à la classe ouvrière » et de placer massivement la concentration dans les domaines tant politique qu'industriel. On risque ainsi, déclare M. Séguin, d'être vers un autoritarisme, même si celui-ci est libéralisme. Le gouvernement

s'orientent vers une politique dans laquelle la longue portée, qui se traduit par la mise en œuvre de salaires opérés par les employeurs et la montée d'un chômage latent dispersé sur des petites entreprises sans parler du vol sur le chemin des salaires, est estimée le secrétaire général de la C.F.D.T., commence à « remuer l'opinion ».

Il y a des requérants égoïstes et égoïstes contre les pouvoirs publics et le patronat contraste avec la pondération des propos sur la « mobilisation des forces sociales ». Mais on ne peut expliquer clairement : « La C.F.D.T. continue à ne pas céder à une certaine pression qui pousse les gouvernements à accepter des appels toutouvriers. Mais en nous opposant à la politique du gouvernement nous faisons œuvre de prévention et encore de salut public. Les travailleurs auront à la fois le « fretin » et le chômage. »

— Je crois que c'est bien de nous opposer à la politique du gouvernement nous faisons œuvre de prévention et œuvre de saint

du Sud miné et conduit notamment le chef de l'Etat à lever deux des décrets d'exception qu'il avait pris en début de l'année pour étouffer dans le pays pratiquement toute forme d'opposition à son régime.

Dans un tel climat et alors que la République populaire démocratique de Corée célèbre le 9 septembre son vingt-sixième anniversaire, une évolution positive des conversations sur l'unification des deux Corées paraît plus aléatoire que jamais. Notre envoyé spécial Michel Tatu expose les obstacles auxquels se heurtent ces conversations.

CRÉATION MUSICALE EN FRANCHE-COMTÉ

Le Jeu de sainte Agnès

De notre envoyé spécial
MICHEL TATU

De notre envoyé spécial

MICHEL TATU

laire coréenne et volontaires populaires chinois » (on sait qu'un général chinois, depuis juillet 1971, a repris sa place dans la délégation du Nord).

Le 15 juin est celui de la N.N.S.C. (*Neutral Nations Supervisory Commission*), où Suisses et Suédois d'un côté, Polonais et Tchéques de l'autre, sont supposés tirer au clair — en fait, leur rôle est nul — les petits et grands incidents survenus tout au long de la « balade » des commandantes. On a vu, par exemple, les deux ou quatre-vingt-dix mille litres de quatre-vingt-dix tonnes, séparant les deux États.

Bien que ce soit théoriquement possible, il n'est pas d'usage d'autoriser le visiteur venu du Sud à pénétrer dans les bâtiments appartenant au côté « K.P.A./C.P.P.v. » et d'où les sen-

(1) Commencée le 25 juin 1950, la guerre de Corée entraînera immédiatement l'entrée en guerre des États-Unis et de quatre nations — dont la France, qui fournit un contingent symbolique, groupées sous le commandement du général MacArthur. Le 15 août 1950, une armée de « volontaires chinois » franchit le Yalu pour secourir l'armée nord-coréenne en difficulté. Les négociations d'armistice s'ouvrirent le 10 juillet 1951 à Kaesong. L'accord signé le 27 juillet 1953 consacra la cessation des hostilités autour du 38^e parallèle.

neilles nord-coréennes traquent sur lui de puissantes jumelles. Il se rend seulement, sous bonne escorte américaine, à la « Maison de la liberté », érigée par les Sud-Coréens, puis au point d'observation « UNC » n° 5, qui offre la meilleure vue sur la campagne dévastée. Là, la commune vers environnante : « son plebs, le petit pont, dit « da non-retour », la Corée du Nord proprement dite ; un peu plus loin, un hangar propre, où fut signé l'accord d'armistice en 1953 (1), et dont les Nordistes ont fait une musée.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Si les pays producteurs de pétrole augmentent en ce moment prix et les induisent sur l'inflation mondiale, si seront dans le cas d'un homme qui monte encart un échelon sur une échelle en train de s'enfoncer sous son poids.

L'important, dans pareille situation, est de savoir si la distance franchie d'un échelon et l'autre est supérieure ou inférieure à la longueur d'enfoncement de l'échelle.

Tout dépend de la résis-

Dans une vallée profonde, la plus belle de ces « reculeurs » couronnés par les eaux dans le calcaire du Jura, protégés par une porte étroite d'imposants rochers à pics, des druides déjà tenciaient collège, puis des sectateurs de Minerve et, depuis le neuvième siècle au moins, une abbaye, dont la gloire fut de donner naissance en 970, par douze de ses moines, à l'abbaye de Clugny.

Le superbe ensemble actuel, bien conservé et restauré, donne une idée de la richesse de cette abbaye, où

LA GADOUE

toute des matériaux et, notamment de la gadoue économique sur laquelle repose l'échelle. Le problème n'est pas simple si l'échelle, en réalité, ne reposait sur les épaves d'un nombre considérable d'hommes dont le nez affleure à la surface de la gadoue et pour qui, tant qu'on n'aura pas vraiment nettoyé la mer, un millimètre de plus ou de moins est une question de vie ou de mort.

ROBERT ESCARPIT

les « messieurs » (les moines) avaient chez eux leur maison, leurs meubles, leur table et leurs domestiques. Mais l'église romane, avec sa nef étroite et haute, ses petites fenêtres, ses octogones piliers carrés, ronds ou acrochans, a une austère beauté qui rappelle celle de Saint-Philibert de Tournai, malgré les fenêtres gothiques de l'abside, qui détournent l'œil.

Ce cadre convenait à merveille à l'action dépourvue, fruste, du *Jeu de Saint Agnès*, composé par *Marius Constant* d'après un manuscrit en provençal, datant du XIII^e siècle, d'une incroyable verdeur d'expression. L'imagination et la sensualité populaires ont brodé allègrement sur cette image pieuse d'une petite fiancée de Jésus qui refuse tout époux humain, convertit les courtisanes du lupanar où on l'a reléguée, et si bête le martyre enveloppée de sa chevelure miraculeusement poussée pour défendre sa pudeur.

Le texte, à faire rougir un corps de garde, est heureusement dit et chanté en provençal, ce qui protège la sainteté du lieu, comme un collant d'ailleurs assez laid, voile la nudité de la scène.

JACQUES LONCHAMPT.
(Lire la suite page 17.)

JACQUES LONCHAMPT
(Lire la suite page 17.)

هذه من الكتب

PROCHE-ORIENT

président Sadate : les Arabes doivent aller en avant «prêts pour la paix comme pour la guerre»

Dans une interview accordée au journal libanais *Al Nahar*, le président Sadate a déclaré que les Arabes doivent aller en avant «prêts pour la paix comme pour la guerre».

Le président Sadate a ajouté : « nous avons des idées solides, nous sommes prêts à discuter, mais nous sommes prêts à la guerre ». « C'est la seule voie qui mène à la paix », a-t-il souligné.

« Les Arabes doivent aller en avant », a-t-il souligné, « car c'est la seule voie qui mène à la paix ». « C'est la seule voie qui mène à la paix », a-t-il souligné.

« Les Arabes doivent aller en avant », a-t-il souligné, « car c'est la seule voie qui mène à la paix ». « C'est la seule voie qui mène à la paix », a-t-il souligné.

Iran UN VILLAGE BOMBARDÉ PAR DES AVIONS IRAKIENS

Quinze morts.

Un village iranien de l'Assefeldjien occidental a été bombardé, vendredi, par l'aviation irakienne, annonçant la mort de quinze personnes.

Le village de Kohna-Lahidjan, près de Kermanshah, a été bombardé par deux avions irakiens. Les autorités irakiennes ont déclaré que les avions irakiens ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Les autorités irakiennes ont déclaré que les avions irakiens ont largué des bombes incendiaires et des bombes à fragmentation.

Israël L'étrange inauguration de la ligne aérienne Francfort-Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Gad Yacobi, ministre des transports, accompagné de M. Ben Ari, directeur général de la compagnie El Al, a inauguré, vendredi, la ligne aérienne Francfort-Jérusalem.

Le ministre des transports, M. Gad Yacobi, a déclaré que la ligne aérienne Francfort-Jérusalem est la première ligne aérienne internationale qui relie Israël à l'Europe.

Le ministre des transports, M. Gad Yacobi, a déclaré que la ligne aérienne Francfort-Jérusalem est la première ligne aérienne internationale qui relie Israël à l'Europe.

La Chine accorde au mouvement palestinien son appui total. La Chine accorde au mouvement palestinien son appui total.

Mozambique

LE PAYS ACCÉDERA A L'INDÉPENDANCE AU COURS DE L'ANNÉE 1975

(Suite de la première page.)

D'ici à l'indépendance, selon des indications non confirmées, les troupes portugaises resteront présentes au Mozambique pour assurer le maintien de l'ordre et la sécurité du pays au cours de l'année 1975.

Les pourparlers avec le FRELIMO ont commencé à la mi-juin à Lusaka par une réunion en Angola des représentants du FRELIMO et du gouvernement portugais.



Grâce à sa position géographique et à ses ressources minières, énergétiques et agricoles, le Mozambique dispose d'atouts importants pour son développement économique.

Le Mozambique dispose d'atouts importants pour son développement économique.

Éthiopie HUIT PILOTES FRANÇAIS PARTICIPENT AUX OPÉRATIONS DE SECOURS AUX VICTIMES DE LA FAMINE

Addis-Abeba (A.F.P.). — Huit pilotes des forces armées françaises participent aux opérations de secours dans la province éthiopienne du Wollo, particulièrement touchée par la famine.

Les pilotes français participent aux opérations de secours dans la province éthiopienne du Wollo, particulièrement touchée par la famine.

Tunisie

L'INTERVIEW DE M. BOURGUIBA

(Suite de la première page.)

La plupart de ces types qui font les malins m'envoient des lettres de pardon. J'en ai reçu quelques-uns, et je leur ai dit : pourquoi avez-vous fait cela ? Si l'un d'eux m'a dit : « j'ai fait cela parce que j'étais jeune », c'est le président. On vous demande seulement une chose de travailler.

« Evidemment, la Tunisie est un pays démocratique. Dans d'autres pays, les jeunes ne pourraient pas faire de manifestations, ni même parler. Nous sommes un des rares pays où il y ait une vie normale, constitutionnelle, et un gouvernement qui ne soit pas une dictature. Il y a toujours des élections. Mais vraiment, ce n'est pas grave.

« Sur le plan économique, la Tunisie a connu un redressement depuis quatre ans. Mais après les excès de la collectivisation, ne craignez-vous pas que la Tunisie ne soit en retard ? »

« Pas du tout. D'ailleurs, il y a encore des coopératives, et il y en a même qui se créent. Mais pour augmenter la production, nous ne pouvons pas attendre le stimulant de la propriété. Vous savez, nous ne sommes pas un pays riche, nous ne sommes pas un pays riche, nous ne sommes pas un pays riche.

« Le gouvernement intervient pour empêcher les abus, pour améliorer la situation des déshérités. Il prend à sa charge une partie de l'augmentation des produits importés. Vraiment, nous ne sommes pas un pays riche, nous ne sommes pas un pays riche, nous ne sommes pas un pays riche.

« Nous allons mettre les Libyens au pied du mur ! »

« La coopération franco-libyenne se poursuit. Nous ne pouvons pas attendre le stimulant de la propriété. Vous savez, nous ne sommes pas un pays riche, nous ne sommes pas un pays riche, nous ne sommes pas un pays riche.

AMÉRIQUES

DEUX SÉNATEURS AMÉRICAINS VONT SE RENDRE A CUBA

Washington (A.F.P., Reuter, U.P.I.). — La Colombie, le Costa Rica et le Venezuela ont transmis au président de l'Organisation des États américains (O.E.A.) un projet de résolution tendant à l'adoption d'une déclaration de non-alignement.

Le conseil permanent de l'O.E.A. doit se réunir bientôt pour examiner la situation. Une décision définitive devrait être prise le 11 novembre à Quito, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'O.E.A. ; une majorité des deux tiers devrait alors se prononcer en faveur du projet.

La Colombie, le Costa Rica et le Venezuela soulignent que les sanctions imposées à Cuba ont été d'une efficacité douteuse, et ils expliquent leur démarche par les « profonds changements » intervenus au cours de la décennie passée dans la situation internationale. Ils ajoutent que « les idéologies différentes peuvent coexister » et qu'il est impossible qu'un seul pays décide de ce qui est souhaitable pour l'humanité.

M. Kissinger n'a pas encore fait connaître sa réaction. Son porte-parole s'est refusé à spéculer sur l'attitude américaine, se contentant de dire que Washington allait procéder à des « consultations approfondies » avec ses alliés de l'hémisphère.

Le Washington Post annonce de son côté que le département d'État a accepté à contrecoeur jeudi d'autoriser deux sénateurs à se rendre à Cuba. Il s'agit des premiers sénateurs américains à visiter l'île depuis le début de la politique d'isolement du gouvernement castroïste. M. Kissinger lui-même a cherché à dissuader les deux sénateurs, le républicain Jacob Javits de New-York, et le démocrate Clairborne Pell, de Rhode-Island, de répondre à l'invitation du gouvernement cubain.

Chili

LES ARRESTATIONS ET DÉPORTATIONS SE MULTIPLIENT

Santiago (A.F.P.). — Soixante-cinq « éléments indésirables » ont été relégués, le 6 septembre, à Pisagua, dans le nord du pays, à 2 000 kilomètres de Santiago.

Au total, près de cinq cents personnes, délinquantes de droit commun, ont été envoyées, au cours des derniers mois, dans le camp de Pisagua, qui avait été installé en 1946 pour recevoir les membres du parti communiste, alors interdit.

D'autre part, à Concepcion, ville située à 500 kilomètres au sud de Santiago, soixante-dix personnes ont été arrêtées (dont quatre « extrémistes » de gauche) au cours d'une opération de police menée entre 3 et 7 heures du matin dans un quartier populaire à la suite d'un communiqué officiel de « nombreuses dénonciations ».

M. Alain Savary, député socialiste de Haute-Garonne, a fait part au président-directeur général de l'O.E.A. de sa réprobation quant à l'interdiction de diffusion d'une interview télévisée du général Pinochet, chef de l'État du Chili, pour l'anniversaire du coup d'État qui mit fin, le 11 septembre 1973, au régime Allende. Dans la lettre qu'il lui a adressée, il écrit : « J'ai l'honneur de m'adresser à vous pour obtenir des précisions nécessaires à ce sujet et vous demander ce qu'il en est exactement. J'ai peine à croire qu'un moment même où se multiplient les assassinats, les tortures et les emprisonnements, l'orchestration de ces atrocités puisse bénéficier d'un accès à l'antenne pour justifier le régime de terreur qu'il fait peser depuis un an sur son pays. Je vous prie d'être très bien noté et de répondre rapidement à mes interrogations que partage l'ensemble de mon parti et de son groupe parlementaire. »

POLITIQUE

PRESSE

INSTITUTIONS RÉGIONALES

M. Chirac estime nécessaire de fixer les « règles du jeu »

M. Jacques Chirac a convié à déjeuner, vendredi 6 septembre, à l'hôtel Matignon, les présidents des conseils régionaux et des comités économiques et sociaux de dix régions... pour l'Alsace, MM. André Bord, secrétaire d'Etat, et Jacques-Henry Gros; pour la Bretagne, MM. René Pélissier et Jean-Louis Royer; pour le Centre, MM. Raymond Boissé et Louis Perrin; pour la Champagne-Ardenne, MM. Jacques Bourdille et Pierre Schneider; pour la Franche-Comté, MM. Edgar Faure et Pierre Bourgeat; pour la Haute-Normandie, MM. Léon-Joseph-Marie et Guy Sarratman; pour la région parisienne, MM. Michel Boscher et Jean Gaudin; pour la Picardie, MM. Jean Legendre et Claude Perle; pour la Provence-Côte d'Azur, MM. Gaston Defferre et Paul Augier; pour le Midi-Pyrénées, MM. Alain Savary et Pierre Madiale.

Vendredi prochain 13 septembre, le premier ministre recevra les autres présidents des assemblées régionales. Au terme de cette réunion, M. Chirac a évoqué la nécessité de fixer plus de règles de la vie commune, d'établir une véritable coopération, essentiellement dans un esprit d'efficacité et en dehors des différences politiques.

Ces derniers se réuniront le 3 octobre à l'hôtel de la mairie, sous la présidence de l'Assemblée nationale. M. Edgar Faure, également président du conseil régional de Franche-Comté, entend en effet recueillir les suggestions de ses collègues pour les transmettre au premier ministre. « Afin, a-t-il dit, de favoriser une véritable coopération, essentiellement dans un esprit d'efficacité et en dehors des différences politiques ».

Libre opinion

AUX FRONTIÈRES DU DÉSERT

Par PIERRE LEFRANC (*)

DEPUIS le départ et la mort du général de Gaulle, beaucoup d'observateurs s'interrogent en France et à l'étranger sur l'avenir de ce qu'on appelle, faute d'une meilleure expression, le gaullisme.

La question de savoir si le comportement et les actions du général relèvent d'un ensemble de principes ne se pose vraiment que pour ceux qui ne seraient pas convaincus de relire les Discours et Messages du fondateur de la V^e République ou, plus simplement, de suivre les déclarations des hommes ou formations politiques lesquels, tous et toutes sans exception, et presque chaque jour, font référence pour les soutenir ou les combattre aux idées fondamentales du gaullisme. Dans le monde il est même de nombreux gouvernements qui s'inspirent, en le proclamant bien haut, de tel ou tel des grands choix de l'inventeur de l'autodétermination.

Ces principes qui, réunis, peuvent former une doctrine tout aussi solide que le monarchisme, le marxisme ou le maoïsme, demeurent, c'est certain, au-delà des vicissitudes de la vie politique quotidienne. Ils garderont leur force à moins que d'autres ne viennent les remplacer ce qui, jusqu'à présent, ne paraît pas s'annoncer. Dès lors, ce qui importe, c'est d'éviter toute confusion entre la profonde substance et les faux-semblants.

Naturellement, il ne suffit pas de s'affirmer gaulliste ou de baptiser gaulliste une politique pour que celle-ci en soit fidèle ou conforme aux options au nettement définies par le général.

D'ailleurs, le peuple ne s'y trompe pas. Et l'échec de l'U.D.R. à la dernière élection présidentielle — c'est évident, très significatif. Qu'en verra-t-il ? Il ne faut pas se laisser aller à penser que ce qui ne l'était pas a depuis lors été orienté ailleurs.

Les attitudes de G. Pompidou n'étaient pas gaulliennes et ses manœuvres sont apparues, aux Français, comme une renouveau de l'esprit de combinateurs qui dominait les III^e et IV^e Républiques. Qu'en verra-t-il ? Il ne faut pas se laisser aller à penser que ce qui ne l'était pas a depuis lors été orienté ailleurs.

Quant à l'U.D.R., en suivant ce berger égaré, elle oublie la mission reçue pour le maintien des orientations du gaullisme et ne correspondait donc plus à ce que les électeurs étaient en droit d'attendre d'elle : ainsi elle a vu ceux-ci, qui n'ont pas la mémoire si courte, se détacher et l'abandonner. Le spectateur des pas en avant, dérobades, chassés-croisés et pas en arrière, qui nous est donné depuis le mois d'avril dernier, est pas de nature à restaurer l'image de cette formation comme mouvement s'inspirant du gaullisme : pas plus que n'apparaît comme rigoureuse, c'est le moins qu'on puisse dire, l'attitude de ses dirigeants. Que l'U.D.R. ne s'étonne pas que, à son égard, désaffection et déconsidération ne fassent qu'augmenter.

Le chef de l'Etat, le premier ministre et le gouvernement peuvent mener la politique qui leur paraît la meilleure pour le pays même si celle-ci s'écarte profondément du gaullisme. C'est leur droit et nous serons les premiers à les féliciter de leur succès. De son côté, l'U.D.R. peut devenir un parti politique dont l'unique ambition, parallèlement aux autres, se borne à la participation au pouvoir. C'est une voie ; elle peut la choisir : qu'elle sache toutefois que cette voie mène droit à sa perte. Mais il ne serait pas acceptable que des déclarations ou des prises de position quelconques soient baptisées gaullistes pour la commodité du moment. Un pareil camouflage ne tromperait d'ailleurs personne et certainement pas le corps électoral qui ne manquerait pas de s'en souvenir à l'occasion des prochaines élections législatives. Ce ne serait donc de l'intérêt de personne de jouer masqué.

Pour se prétendre gaulliste, il faut l'être et le prouver. Il est bien entendu prématuré de juger si les choix en cours méritent cette prestigieuse appellation bien que l'absence de la France, son silence au Proche-Orient et à propos de Chypre, ne constituent pas un indice rassurant. De même, on peut rassembler des inquiétudes sur l'évolution des structures européennes et celle de nos rapports avec les Etats-Unis, ou, de graves inquiétudes, sans parler de la réforme de la Constitution. Le gaullisme, c'est un ensemble d'objectifs précis dans le domaine social, quant aux institutions et à la politique extérieure : mais c'est surtout une particulière idée de la mission de la France, une grande ambition à la fois idéaliste et réaliste, de nature à donner aux Français confiance et fierté.

Si l'écrit se confie à l'opinion, il faut la garder sous certitudes et attendre que la force des événements ramène les esprits et les hommes aux larges vues humanistes et libérales, sources d'inspiration de celui qui a dit : « La politique, quand elle est un art et un service, non point une exploitation, c'est une action pour un idéal à travers des réalités. » (**)

Les déserts, nous les connaissons, nous en avons déjà traversés. Les jeunes nous aideront pour cette traversée-là.

(*) Président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle.
(**) Général de Gaulle, conférence de presse du 30 juin 1965.

AVANT LE CONSEIL DES MINISTRES A LYON

M. Jacques Larcher, secrétaire général par intérim du gouvernement, s'est rendu à Lyon, le vendredi 6 septembre, pour préparer l'organisation du conseil des ministres qui se tiendra le mercredi 11 septembre, à 10 heures, à la préfecture du Rhône, et qui sera suivi d'un déjeuner, également à la préfecture, rassemblant tous les membres du gouvernement qui auront participé aux délibérations du conseil.

Le compte rendu du conseil sera présenté conjointement par MM. André Rical, porte-parole du gouvernement, et Michel Durafour, ministre du travail. Celui-ci présentera les mesures sociales qui viendront d'être prises.

Les ministres se rendront individuellement à Lyon, par le train, dès le début de l'après-midi de mardi 10 septembre ou par un avion d'une ligne aérienne régulière, en fonction des contacts que, conformément aux directives du président de la République, ils doivent avoir avec les services gouvernementaux de la métropole régionale.

M. Jacques Chirac, premier ministre, partira en fin d'après-midi, à bord d'un appareil d'Air Inter.

M. Valéry Giscard d'Estaing arrivera par avion à Lyon dès le mardi après-midi 10 septembre, puis il dînera et passera la nuit à la préfecture du Rhône.

M. MAUROY : M. Giscard d'Estaing poursuivi en l'aggravant la politique qu'il a menée depuis onze ans.

(De notre correspondant.)

Lille. — Au cours d'une conférence de presse qu'il a donnée à Lille le vendredi 6 septembre, M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat national du parti socialiste, a vivement critiqué l'action de M. Giscard d'Estaing. Les forces rassemblées autour de lui ont une vision différente de l'évolution de la société sur le plan national et international, et de la situation de la France. Les conflits d'intérêt surgissent tant il est impossible de faire l'amalgame de la droite et de ce que l'on veut présenter comme son contraire. « A-t-il expliqué, dans la première phase de son action, le président de la République multiplie les faux-semblants et oppose aux pratiques autoritaires qu'il a toujours soutenues hier d'une fausse ouverture libérale qui ne trouble l'opinion en lui masquant profondément la nature réelle du régime et son fondement essentiel : les grandes féodalités financières. »

Cette cour, dans la France giscardienne, est de bon ton de parler de changement, de s'écarter même au langage de la gauche. Côté jardin, derrière le décor et le langage de comédie, Giscard d'Estaing poursuit sa politique qu'il a menée depuis onze ans durant au profit des plus grands intérêts. Les vrais problèmes, ceux qui inquiètent les Français, ne sont pas résolus. On connaît, dans ces conditions, que Giscard d'Estaing ne soit pas pressé d'être jugé sur le premier bilan de cent jours et qu'il ait demandé une prolongation.

M. PAUL LAURENT (P.C.F.) S'ÉLÈVE CONTRE UNE DÉCLARATION DE M. CHIRAC A STRASBOURG

M. Paul Laurent, député communiste de Paris, s'est élevé, dans une question écrite au premier ministre, contre la déclaration de M. Chirac à Strasbourg, le jeudi 5 septembre, à Strasbourg, le recours aux manifestations publiques. M. Laurent note : « Cette déclaration porte une contradiction extrêmement inquiétante à l'égard et au texte de la Constitution des lois de la République française. »

Le député communiste demande au premier ministre de démontrer dans les meilleurs délais la teneur de ses propos de Strasbourg concernant le droit de manifestation.

Le premier ministre a déjà déclaré : « Quelles que soient les justifications des mécontentements ou des impatiences, dans un pays démocratique, ce n'est pas par des manifestations publiques, par des agressions ou des violences que les causes, même les plus justes, peuvent être défendues. »

Le comité central du parti communiste, qui a siégé vendredi 6 septembre, a adopté le projet de résolution qui sera soumis au congrès extraordinaire du parti, convoqué du 24 au 27 octobre. Une commission, dans laquelle siège M. Georges Marchais, secrétaire général du parti, a été mise en place. Elle est chargée d'examiner les amendements au projet de résolution. Le texte du projet sera rendu public mercredi 11 septembre.

La préparation des élections sénatoriales

NORD : M. Schumann prend un risque.

(De notre correspondant.)

Lille. — M. Pierre Carous (U.D.R.), maire de Valenciennes, sénateur sortant, présentant, le vendredi 6 septembre, la liste d'Union nordiste qu'il conduira aux prochaines élections sénatoriales, a vivement regretté que les formations de la majorité présidentielle ne se soient pas rassemblées pour présenter une liste unique « devant le risque réel de l'élection d'un second sénateur communiste dans le Nord ». Néanmoins, le maître de Valenciennes se refuse à voter dans cette division de la majorité un fait politique important susceptible d'avoir des prolongements. « Nous nous situons, dit-il, dans le cadre de la majorité présidentielle. Puisque les centristes et les indépendants ont formé leur liste, nous avons donc décidé de constituer une liste unique. Nous ne pouvons pas nous empêcher de constater que la majorité des candidats n'appartenant pas à l'U.D.R., la liste d'Union nordiste ne peut être qualifiée de liste formation. »

L'U.D.R. du Nord ne se trouve donc pas « isolée » dans ce scrutin, puisqu'elle ne se présente pas en tant que telle. « Nous restons, au moins vrai, que sur cette liste figurent M. Maurice Schumann (U.D.R.), ancien ministre, et M. Arthur Moulin (U.D.R.), ancien député. Selon M. Carous, la candidate la plus menacée est son second, M. Maurice Schumann. Celui-ci confirme le fait que le risque est réel, car cette élection, telle qu'elle se présente, peut amener un communiste de plus au Sénat. Je reste fidèle à moi-même en essayant de m'y opposer. On dira peut-être que dans le Nord, mais on se bat surtout pour un siège. Mon seul concurrent est le second de la liste communiste. »

Avant de remplacer un parlementaire LE SUPPLÉANT N'A PAS D'EXISTENCE LÉGALE

En réponse à une question écrite de M. Albert Marty, sénateur U.D.R. de la Corrèze, sur un événement « statut » des suppléants de parlementaires, M. Poniatowski, ministre de l'Intérieur, écrit : « Il résulte de l'article 25 de la Constitution que le remplacement éventuel d'un parlementaire est désigné par avance, sous condition suspensive et aléatoire et, tant que celle-ci n'est pas réalisée, il ne s'agit ni mandat, ni fonction, ni pouvoir ; il n'a aucune espèce d'existence légale. L'article 25 précité n'a en fait introduit que la possibilité de se voir déléguer une partie des attributions du député ou du sénateur qu'il est appelé à remplacer éventuellement. »

On remarquera, en outre, qu'un mandat parlementaire constitue tout ce qui n'est pas une fonction ou une qualité de son titulaire. De ce fait, l'attribution d'une indemnité aux suppléants n'est pas envisageable. (Journal officiel du 3 septembre.)

M. Albert Marty, conseiller général de Dourgnon (Ain), membre du bureau politique national des républicains indépendants, nous indique, à la suite de l'article paru dans le Monde du 5 septembre 1974, que le statut des suppléants de parlementaires, qu'il n'est pas question d'affaiblir, mais par les giscardiens de la Haute-Garonne. Selon lui, « les membres de la fédération » départementale des républicains indépendants de ce département, « ainsi que tous les élus giscardiens de Toulouse, sans exception, soutiennent le maire ». M. Pierre Baudis, député apparenté, républicain indépendant.

M. Charles Signon, député U.D.R. de la Somme, constate, dans une question écrite avec débat adressée au premier ministre, « que les mesures temporaires d'encadrement du crédit semblent se prolonger et aboutissent à accorder aux banques et à leurs agences locales un monopole et un pouvoir de décision sans recours sur les crédits aux entreprises. »

Le député de la Somme demande en conséquence « comment ce pouvoir peut être accordé par l'Etat à des établissements bancaires qui peuvent décider anonymement l'avenir des entreprises et des travailleurs. Il souhaite qu'il s'en explique dès la rentrée devant l'Assemblée nationale. »

M. d'Ormesson demande la saisie d'un « Figaro de l'union populaire »

A l'occasion de la fête de l'Humanité, les ouvriers communistes du Figaro ont édité, vendredi 6 septembre, un Figaro de l'union populaire « décalqué » du quotidien du rond-point des Champs-Élysées, dans lequel ils développent les thèses du P.C.F. A la suite de cette publication, M. Jean d'Ormesson, directeur du Figaro, a demandé la saisie de cette « contrefaçon ».

« Le Figaro enfin présent à la fête de l'Humanité, écrit-il le 6 septembre, était un fait curieux. Nous nous sommes souvenus que M. François Mitterrand avait fait saisir, il y a quelques mois, un tract en forme de journal qui avait pris le nom — inventé — de France-Matin, et qui le mettait en cause. L'affaire, ici, est un peu plus sérieuse, puisque le titre d'un journal existant — le Figaro — est délibérément usurpé. »

Répondant à cet article, M. André Wurmser note, dans l'Humanité du 7 septembre :

« Quels insouciés tardifs vous fait-elle suffoquer cette agitation parce que les ouvriers communistes du Figaro, se manifestant en tant que tels, en tant que communistes et en tant que nos salariés, publient pour notre fête un journal sur petit format, dont une manchette consignée au lecteur de s'abonner à l'Humanité, cependant que sur le titre du Figaro se croise, avec un marteau d'acier, le drapeau de la plume d'or de nos journalistes ? A ce niveau, nous ne pouvons que nous féliciter de la mesure prise par le gouvernement de la République pour empêcher la diffusion de ce journal. »

RÉUNIS A COPENHAGUE

Les directeurs des journaux craignent que l'augmentation du prix du papier ne se poursuive

De notre correspondant

Copenhague. — Le vingt-septième congrès de la Fédération internationale des éditeurs de journaux, réuni à Copenhague du 3 au 6 septembre, s'est occupé principalement des atteintes à la liberté de la presse, menacées un peu partout dans le monde. Les congressistes ont, en outre, voté une résolution protestant vivement contre les atteintes que le gouvernement de Lima vient de porter à la liberté de la presse péruvienne.

L'autre sujet qui a retenu l'attention des participants est la crise du papier que le vingt-septième congrès de la F.I.E.J., tenu au printemps 1973 à Moscou, avait laissé prévoir. M. Pierre Lejeune, directeur général de la S.P.P.P., qui a consacré un exposé de 45 minutes à ce problème, estime que le plus dur de cette crise est passé et qu'au cours des prochains mois l'offre et la demande arriveront à s'équilibrer dans le domaine des approvisionnements. On s'attend même à voir la production mondiale augmenter de 2 à 3 % en 1975.

Le tableau est plus sombre dès qu'on aborde la question des prix : les experts s'accordent à dire que ceux-ci continueront vraisemblablement à monter si l'inflation se poursuit dans le monde au rythme actuel et d'autant plus que la production de pâte à papier journal est étroitement dépendante de la consommation de fuel (il faut 2 à 3 kilos de fuel pour fabriquer 1 kilo de papier journal).

Un certain nombre de changements ont marqué la composition du conseil exécutif (celui-ci

et celui de l'Humour — vous faites plus de bruit à tous les coups que le Requiem de Berlioz...)

« Cela manque de sérieux. L'an dernier, les ouvriers de l'imprimerie du Monde avaient publié un « faux » Monde tout aussi peu convaincant que celui-ci. Ce « faux » Figaro. Notre confrère avait eu l'élégance de ne pas contester à ses ouvriers le droit de blâmer, sous leur propre image de marque, certains aspects de sa politique. »

« Je serais le premier à m'indigner s'il y avait confusion possible — et d'ailleurs nous n'aurions pas permis cela. Mais la crainte que vous manifestiez d'être confondu avec les bolcheviks est excessive, si, si, je vous assure. »

De son côté la Fédération française des travailleurs du Livre (C.G.T.) déclare : « A diverses reprises, et particulièrement lors de la campagne des dernières élections présidentielles, la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T., fidèle à sa position constante, a fait connaître sa réprobation de l'utilisation abusive de titres de journaux. »

« Aujourd'hui informée de l'impression d'un pseudo-journal utilisant le titre du Figaro, la F.F.T.L. C.G.T. réaffirme sa position et désapprouve énergiquement de tels procédés qui ne peuvent que desservir la cause syndicale. »

« A nouveau, elle attire l'attention de ses militants et adhérents pour veiller à ce que de tels faits ne puissent se reproduire. »

UN PROJET YOUGOSLAVE DE « POOL D'INFORMATION » DES PAYS NON ALIGNÉS

Belgrade (A.F.P.). — Un projet de « pool d'information » liant les agences de presse des pays non alignés a été lancé par l'agence yougoslave Tanjug, qui a offert ses services et ses moyens techniques à cet effet. Des entretiens ont eu lieu ces jours derniers à Belgrade entre le vice-ministre yougoslave de l'information et le directeur de l'agence de presse libyenne Arna.

La rédaction de Signal. — M. Alain Decker, au nom de l'Édition des Archers (Bruxelles), nous demande de préciser, à propos de la rédaction de la revue allemande Signal (le Monde du 31 août), que la collection est éditée en Belgique et imprimée en France.

AÉRONAUTIQUE

SIX CONSTRUCTEURS EUROPÉENS D'AVIONS CIVILS SIGNENT UN ACCORD DE COOPÉRATION

Les principaux constructeurs d'avions civils de France, de Grande-Bretagne et de République fédérale d'Allemagne viennent de signer un accord de coopération destiné à répondre de manière coordonnée aux besoins des compagnies aériennes européennes dans les années 1980.

Les signataires de l'accord sont, pour la France, l'Aérospatiale, pour la République fédérale d'Allemagne, Dornier, M.B.F. et V.F.W.-Fokker, et pour la Grande-Bretagne, la B.A.C. et Hawker-Siddeley.

Ces constructeurs, par cet accord, s'engagent à coordonner les relations déjà établies par eux avec leurs compagnies aériennes nationales respectives. L'accord pourrait plus tard être étendu à d'autres compagnies et constructeurs européens, a indiqué le porte-parole.

L'accord marque un pas important vers la coopération européenne en matière aéronautique, souligne-t-on dans les milieux britanniques de l'aviation. Il pourrait aboutir, dans l'avenir, selon les besoins du trafic aérien, à la construction en commun d'un nouvel appareil ou au développement de l'Airbus. On émettait toutefois à Londres les informations parues dans la presse du soir selon lesquelles un nouvel appareil européen serait dès maintenant mis en chantier.

Rappelons que l'industrie américaine fournit actuellement les trois quarts des avions civils utilisés par les compagnies européennes.

Le docteur Pierre Simon, grand maître de la Grande Loge de France, nous écrit :

« Olivier Marthe, dans son article consacré à Charles Lindbergh, rappelle que son avion, le Spirit of Saint-Louis, fut baptisé ainsi du nom de ses donateurs. Il s'agit d'un avion de type biplan, le type de l'ère de la loge maçonnique. Le symbole fut renouvelé, moins d'un demi-siècle plus tard, par Aldrin, premier homme à fouler le sol de la Lune. Il avait à cette occasion fixé sur l'épave de sa combinaison de cosmonaute l'emblème de sa loge mère afin qu'elle apparaisse aux Terriens associée à la bannière étoilée. »

CORRESPONDANCE

Lindbergh et la franc-maçonnerie

ÉDUCATION

EN VISITE A L'UNIVERSITÉ DE TECHNOLOGIE DE COMPIÈGNE

M. Soisson précise qu'il déposera au printemps son projet de réforme de l'enseignement supérieur

« Chaque fois que je pourrais aller sur le terrain, je le fais », déclare M. Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, lors de sa visite, vendredi 8 septembre, à l'université de technologie de Compiègne (U.T.C.). Il a participé, le matin, à une réunion de travail sur le problème de la construction de nouveaux locaux avant d'assister, l'après-midi, à une réunion du conseil de l'université que

présidait M. Carlier. Entre ces deux réunions, M. Soisson a visité successivement les locaux en cours de construction et ceux déjà finis. Mais le secrétaire d'Etat ne s'est pas limité aux problèmes propres à l'U.T.C. Il a aussi réaffirmé les idées-forces qui guident son action, annonçant qu'il déposerait au Parlement son projet de réforme de l'enseignement supérieur au printemps.

« Les universités ont surtout souffert du mal de la ségrégation. Il faut qu'elles s'ouvrent sur la vie économique, sociale et régionale. Je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour faciliter le brassage entre les universités et leur environnement. » M. Soisson a parlé, à Compiègne, plus que jamais désireux de bouleverser certaines habitudes de l'enseignement supérieur en matière de gestion des universités, par exemple, « l'enseignement, à l'U.T.C., n'est pas un enseignement de gestion des universités, mais un enseignement de gestion de l'enseignement ». M. Soisson souhaite introduire dans les universités une gestion d'appareil, à la gestion industrielle et commerciale, s'inspirant des techniques de « management ». Il s'agit de déclarer, par exemple, d'un système de « prix », notamment en ce qui concerne les restaurants universitaires.

Affirmant qu'il était prêt à soutenir les efforts des universités qui créaient des enseignements à « finalité professionnelle », le secrétaire d'Etat a montré soucieux que les étudiants actuellement en cours d'études ne soient pas lésés par son projet de réforme. Il a déclaré, par exemple, qu'il n'était pas opposé à ce que les étudiants qui obtiendront un diplôme de premier cycle en juin prochain reçoivent le titre de licencié. Le secrétaire

choix d'une nouvelle entreprise pour la construction des bâtiments, décision d'ouvrir le restaurant universitaire, lui aussi provisoire, non seulement aux étudiants mais aussi à la population, mise à l'étude d'un plan de développement pour le logement des étudiants.

Une double rentrée

M. Soisson a donné aussi son accord pour une expérience originale : la double rentrée. La scolarité organisée en semestres à l'U.T.C. lui permet de préparer une seconde rentrée pour le mois de février. « Cette initiative a deux avantages », estime M. Soisson, président du conseil de l'U.T.C. Elle évite le chômage partiel. Diverser toute une promotion au même moment, c'est fabriquer des chômeurs. Les

entreprises recrutent toute l'année. Ensuite elle permet à une clientèle de gens qui ont manqué la rentrée, à cause d'un accident de la route, à cause d'une maladie ou pour toute autre raison, de ne pas perdre un an. L'U.T.C. compte accueillir environ une centaine d'étudiants supplémentaires au mois de février.

En même temps qu'il permettait la reprise des travaux interrompus, M. Soisson a donné un aperçu, à Compiègne, de la manière dont il entend administrer son ministère. Affirmant qu'il fallait en finir « avec cette habitude qui veut qu'une université devienne un ministère et qu'on lui réponde trois mois après », M. Soisson a voulu que sa visite n'ait pas un simple caractère touristique mais débouche sur des décisions. « Le procès-verbal que je signe après les réunions veut décider de ma part. »

l'Institut international des sciences administratives, pour cette première manifestation tenue dans un pays du tiers-monde, avait porté à l'ordre du jour le problème des « méthodes et institutions administratives utilisées pour prévoir les effets du changement économique et social ».

L'administration, qui était, voilà encore trente ans, un instrument de conservation de l'ordre social, doit à présent être un agent de changement. Dans les différents Etats, elle doit donc non seulement, comme elle le faisait auparavant, tenir compte des routines passées, mais la mémoire du corps social, mais aussi préparer les prévisions qui permettent aux organes politiques de prendre des décisions conscientes. Ce besoin de planification se manifeste dans tous les Etats, certes à des degrés divers.

Devant la complexité des mécanismes sociaux, les seules méthodes intuitives ne peuvent plus satisfaire les besoins des prévisions de décisions. Il convient donc de tenter de formuler les données d'orientation de la collectivité nationale pour gouverner le changement et éviter de le subir. Mais, si tous les Etats consistent éga-

RELIGION

PAUL VI NOMME LES TROIS PRÉSIDENTS DU PROCHAIN SYNODE

Paul VI a nommé, le 5 septembre, les trois cardinaux qui présideront, en son nom, le prochain synode épiscopal qui s'ouvrira à Rome le 27 septembre. Il s'agit des cardinaux Franz Koenig, archevêque de Vienne (Autriche), Juan Landarum Riquelme, archevêque de Lima (Pérou), et Paul Zoungana, archevêque d'Ougadougou (Haute-Volta).

Quelques deux cents évêques participent aux travaux du synode, dont quatre représentants des Eglises orientales, cent quarante-quatre délégués des conférences épiscopales nationales, dix délégués de l'Union des supérieurs majeurs, dix-sept chefs de diocèses de la curie romaine, le secrétaire général du synode, Mgr Ladislav Ruffin, ainsi que plusieurs personnalités nommées par le pape.

Le thème du synode, on le sait, est « L'évangélisation dans le monde moderne ». La délégation française est composée du cardinal François Marty, archevêque de Paris; de Mgr S. Gabriel Magagnoli, évêque de Grenoble; Roger Etcheberry, archevêque de Marseille; et Michel Vial, évêque de Nantes.

Les instituteurs d'Alsace et de la Moselle ne sont plus tenus d'assurer l'enseignement religieux

« Un progrès qui ne règle pas le problème de fond »

De notre correspondant

Strasbourg. — La publication au Journal officiel du 5 septembre du décret modifiant le statut de l'école en vigueur dans les établissements du premier degré du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle a mis fin à une longue bataille de communication, tant en Alsace qu'en Lorraine. Pour les uns, le nouveau décret est « un pas décisif » pour d'autres, il n'est qu'un « étape ». Ce texte, adopté par le conseil des ministres du 28 août, confirme en premier lieu que l'enseignement religieux fait partie intégrante de la durée hebdomadaire de la scolarité et qu'il doit être obligatoirement donné à tous les élèves, à l'exception de ceux qui auraient demandé à l'intérieur des trois départements : une heure en dehors de cet horaire pour la classe élémentaire et des cours moyens si les conditions s'y prêtent. Il instaure surtout un régime de volontariat pour les instituteurs. Auparavant, ceux-ci étaient tenus de dispenser l'enseignement religieux, sauf s'ils demandaient, pour raison philosophique ou de conscience, à en

être dispensés. D'ores et déjà, l'enseignement religieux sera assuré par les seuls instituteurs qui se porteront volontaires. A défaut, il sera dispensé par un ministre du culte ou par une personne qualifiée proposée par les autorités religieuses et agréée par le recteur d'académie.

Le second effet hebdomadaire d'enseignement religieux assuré en dehors de l'horaire réglementaire, sera rétribué, que ce soit l'instituteur ou une autre personne qui l'assure.

La personnalité des trois départements. Cependant, les instituteurs étaient de plus en plus nombreux à demander à être dispensés d'enseignement religieux depuis une quinzaine d'années, tandis que la population semblait, selon une enquête des années 70, vouloir le maintien de la loi Falloux. Le décret qui vient d'être publié est un décret du 7 décembre 1973 qui avait été adopté par le Conseil d'Etat en juin 1974, sur recours du Syndicat national des instituteurs. C'est un vœu de forme, le Conseil supérieur de l'éducation nationale et le conseil de l'enseignement général et technique n'ayant pas été consultés comme ils l'auraient dû l'être, qui avait motivé l'arrêt du Conseil d'Etat. Le Syndicat national des instituteurs, pour sa part, considère que le régime de volontariat « constitue un progrès », mais affirme que « cela ne règle pas le problème de fond, celui du statut. Les départements alsaciens et la Moselle, dit-il, ont des départements français comme les autres. Ils devraient être soumis aux règles de la loi française. Nous ne pouvons pas accepter qu'il y ait une exception. C'est un anachronisme fort regrettable ».

J.-C. PHILIPPE

SCIENCES ADMINISTRATIVES

L'homme politique et le technocrate

Par CHARLES DEBBASCH (*)

Les Etats portent de plus en plus attention au bon fonctionnement de l'appareil administratif. Dernier témoignage : le congrès qui a réuni récemment à Mexico près de cinq cents spécialistes, hauts fonctionnaires, enseignants, chercheurs, pour faire le bilan triennal des développements de la science administrative.

L'Institut international des sciences administratives, pour cette première manifestation tenue dans un pays du tiers-monde, avait porté à l'ordre du jour le problème des « méthodes et institutions administratives utilisées pour prévoir les effets du changement économique et social ».

L'administration, qui était, voilà encore trente ans, un instrument de conservation de l'ordre social, doit à présent être un agent de changement. Dans les différents Etats, elle doit donc non seulement, comme elle le faisait auparavant, tenir compte des routines passées, mais la mémoire du corps social, mais aussi préparer les prévisions qui permettent aux organes politiques de prendre des décisions conscientes. Ce besoin de planification se manifeste dans tous les Etats, certes à des degrés divers.

Devant la complexité des mécanismes sociaux, les seules méthodes intuitives ne peuvent plus satisfaire les besoins des prévisions de décisions. Il convient donc de tenter de formuler les données d'orientation de la collectivité nationale pour gouverner le changement et éviter de le subir. Mais, si tous les Etats consistent éga-

l'Etat qui aurait conservé pour l'essentiel ses attributions.

Les méthodes modernes de gestion les plus sophistiquées étudiées aux tables rondes du congrès — comme les systèmes budgétaires intégrés ou les techniques informatiques, peuvent être, en effet, dans un esprit de coopération, des ressources précieuses pour des technocrates soucieux d'étendre leur pouvoir. Le président du comité organisateur du congrès, M. André Cass, évoquait, pour finir, un remède à la technocratie : « Dans le monde actuel, les théories classiques de la neutralité politique de l'administrateur sont sérieusement mises en question. L'administrateur, lui qui a la responsabilité d'organiser et de diriger des hommes, des ressources financières, des ressources matérielles, pour atteindre un but déterminé, a une responsabilité politique. Il doit agir conformément à une éthique politique, la tâche que la volonté populaire a confiée au gouvernement qu'elle a élu. L'administrateur ne doit pas être un spectateur froid ; il doit être un participant actif. Les tâches sociales de la communauté à laquelle il appartient. » Et il est vrai que, dans l'administration moderne, les interactions du politique et de l'administrateur se transforment. Si l'appareil administratif peut, à bref terme, se satisfaire d'une dépolitisation, d'un recul du pouvoir politique, il se transforme en une fonction publique, il risque, par là même, d'y perdre ce qui fait aujourd'hui sa force : sa fonction de transformation sociale. Car quelle société démocratique pourrait tolérer, à terme, une mutation à laquelle elle n'aurait pas consenti, définie en admettant par quelques « grands-prêtres administratifs » ?

(*) Président de l'Université de droit, d'économie et des sciences d'Alsace-Moselle.

SOCIÉTÉ

L'« inégalité féminine » et la responsabilité de l'homme

Mme Françoise Giroud répond à M. Georges Ségué

Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine, a rendu public le texte d'une lettre qu'elle vient d'adresser à M. Georges Ségué, le secrétaire général de la C.G.T. le 3 septembre, au Parc des expositions, devant les militants de la région parisienne.

M. Georges Ségué avait notamment déclaré : « Mme Françoise Giroud ne peut espérer compenser la mesure des moyens dont elle dispose par des dissertations philosophiques sur la responsabilité de l'homme dans l'inégalité de la femme. En acceptant de faire le rôle que le pouvoir lui a confié, elle cautionne une politique de régression sociale dont les travailleuses ou celles qui ne peuvent trouver d'emploi sont les principales victimes. »

« On verra si elle acceptera ou non d'écarter de sa position pour que, dans le cadre de l'analyse internationale de la femme, les dispositions particulières soient prises à l'intention des travailleuses et pour que place soit don-

née aux organisations syndicales qui les représentent. » Mme Giroud répond notamment :

« Je partage votre point de vue en ce qui concerne l'insuffisance des dissertations philosophiques sur la responsabilité de l'homme dans l'inégalité de la femme. »

« Je ne limiterai pas cette action à la dissertation »

« Pour parvenir à réduire cette inégalité, ajoute-t-elle, il me semble aller de soi que je ne limiterai pas cette action à la dissertation et qu'un certain nombre de mesures concrètes traduiront la volonté du gouvernement. »

« Mais, puisque la philosophie vous semble superflue, je me permets d'appeler votre attention sur le fait suivant : le bureau confédéral de la C.G.T. comprend quinze titulaires. Je n'y vois que deux femmes. Le comité central du parti communiste, dont dix-huit membres, comprend quatre-vingt-seize titulaires. Je n'y vois que six femmes et une seule femme au bureau politique du parti communiste sur dix-sept membres, dont vous-même. Le comité directeur du parti socialiste comprend soixante-neuf titulaires, dont quatre femmes. Je ne cite ici que les chiffres relatifs aux organisations de gauche. Ils ne sont pas meilleurs ailleurs. »

« Il faut donc bien constater que, considérée du point de vue philosophique, historique ou politique, la responsabilité de l'homme dans l'inégalité de la femme, pour reprendre votre expression, ne doit pas être aussi négligeable que votre déclaration pourrait le faire paraître à penser », conclut Mme Giroud.

NOMINATION D'UNE DÉLÉGUÉE RÉGIONALE A LA CONDITION FÉMININE DANS LA RÉGION NORD - PAS-DE-CALAIS...

(De notre correspondant.) Lille. — A la demande de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre pour la condition féminine, le préfet de la région Nord-Pas-de-Calais a désigné Mme Marie-Thérèse Rougerie en qualité de chargée de mission pour l'ensemble des questions relatives à la condition féminine dans la région Nord-Pas-de-Calais.

(Mme Rougerie est âgée de quarante-quatre ans. Licenciée en droit, avocat stagiaire au barreau de Lille, elle s'est orientée vers la préfecture, où elle a exercé successivement les fonctions d'attachée à la direction de la réglementation, de chef de bureau des rapatriés en 1963 et de responsable de la coordination de l'organisation. Elle fait actuellement fonction de directeur des services de la mission économique régionale. Elle est mère de trois enfants.)

... et dans la région Franche-Comté

Le préfet du Doubs et de la région Franche-Comté a nommé une déléguée régionale à la condition féminine. Il s'agit de Mme Danièle Tricot.

(Agée de trente ans, mère de deux enfants, Mme Tricot, dont le mari est professeur à la faculté des sciences de Besançon, occupe jusqu'à présent les fonctions de chef de bureau à la préfecture de Besançon.)

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
réservée aux lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

UNE CHARTRE REVENDICATIVE DE LA C.G.T. POUR AMÉLIORER LA SITUATION DES FEMMES SALARIÉES

La C.G.T. a remis, le vendredi 6 septembre, le texte d'une charte revendicative, une charte revendicative sur les femmes salariées. L'issue de cette revendication est la mise en œuvre de la loi de 1965, dite loi relative à l'égalité de la femme, pour reprendre votre expression, ne doit pas être aussi négligeable que votre déclaration pourrait le faire paraître à penser », conclut Mme Giroud.

« L'ÉGALITÉ DES SALAIRES MASCULINS ET FÉMININS : la C.G.T. demande que des moyens soient mis en œuvre pour l'application de la loi, notamment en augmentant les effectifs de l'inspection du travail. La C.G.T. engage aussi à Mme Giroud que les chefs d'entreprise remettent aux comités d'entreprise ou aux organisations syndicales un rapport sur les salaires permettant de mieux comparer les rémunérations masculines et féminines. »

« L'ÉGALITÉ DE TRAVAIL : la C.G.T. estime que la surcharge de travail pour les couples bénéficiant de deux revenus équivaut à une dissuasion vis-à-vis du travail féminin. »

« LE STATUT DES « MÈRES TRAVAILLEUSES » : la C.G.T. insiste sur l'insuffisance en nombre et en personnel qualifié de crèches. Elle suggère que leur financement soit assuré par une contribution patronale de 0,50 % sur les salaires

سكنا في الامم

FAITS DIVERS

PRÈS DE LA GARE DU NORD

Un policier tue un voleur à la roulotte qui tentait de s'enfuir et n'était pas armé

Un brigadier de police a tué le 6 septembre, vers 21 heures, un voleur à la roulotte qui tentait de prendre la fuite, rue de Mauberge, à Paris (division arrondissement). Trois autres voleurs ont été arrêtés.

Alertés par plusieurs habitants du quartier affirmant avoir entendu des coups de feu, des forces de police étaient intervenues dans le secteur. Un brigadier et un gardien en civil étaient alors en filature deux « roulistes ». L'un d'eux se laissa interpellé peu après, mais l'autre s'enfuyait et le brigadier le prit en chasse. Selon le policier — qui avait pris part le 6 septembre à la fusillade du boulevard Barbès — parvenu à l'angle des rues de Mauberge et de Rocard, le voleur se retourna et prit une attitude menaçante. S'ensuivit un échange de coups de feu. Le brigadier tira après avoir fait les sommations d'usage.

La victime, M. Mohammed Larbi Ben Ghannem, vingt-cinq ans, repris de justice, n'était pas armé.

Il était à craindre que la consigne donnée par le ministre de l'Intérieur à ses policiers après la fusillade du boulevard Barbès, le

TOURISME

SAISON MAUSSADE SUR LA CÔTE D'AZUR

Dos touristes venus moins nombreux que l'an passé, une baisse sensible du nombre de nuitées hôtelières par rapport à l'été 1973 : le premier bilan de la saison qui s'achève traduit un ralentissement de l'activité touristique de la Côte d'Azur.

Les statistiques établies par la délégation régionale du commissariat général au tourisme indiquent en effet que l'on a enregistré lors du mois de juillet un nombre total de 553 824 nuitées pour le département des Alpes-Maritimes, nombre qui avait été l'an dernier de 577 382.

Cette baisse de fréquentation, qui est de l'ordre de 5 à 15 % selon les catégories hôtelières, n'a cependant pas affecté les terrains de camping, qui ont, tout au contraire, connu une affluence record, notamment entre le 10 juillet et le 20 août.

Enfin, on peut déjà constater, à la lumière de ces premiers éléments, une évolution dans la répartition de la clientèle étrangère. Tandis que se poursuit le fléchissement — déjà décelé l'an dernier — des fréquentations britannique et italienne, ce sont les voyageurs originaires des pays du Benelux qui ont composé le gros du bataillon touristique, y devançant les Américains.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

L'OUVERTURE D'UNE CARRIÈRE PRÈS DE GRENOBLE

Arbitrer entre le développement et l'environnement

L'administration vient d'autoriser l'ouverture d'une carrière dans une colline boisée, au sud de Grenoble, en dépit de l'opposition des élus. Le projet de l'État lève les réserves de l'association économique de l'agglomération grenobloise.

Le projet d'ouverture d'une carrière dans une colline boisée, au sud de l'agglomération grenobloise (le Monde daté du 19 juin 1974), ne manquait pas d'adversaires. Le conseil général du département, les conseillers municipaux de cinq communes, les députés de deux circonscriptions avaient dit « non ».

Dix mille habitants avaient manifesté leur opposition dans des pétitions. Plusieurs associations et partis politiques avaient protesté. Le conseil départemental des élus, enfin, s'était prononcé contre. Peine perdue. Nouveau projet de l'État. M. René Jannin a dit « oui ». Et son prédécesseur, M. Jean Vaudelle, avait sans doute tranché dans le même sens. Arrivé depuis très peu de temps, M. Jannin — même s'il a tenu à se rendre sur les lieux et à rencontrer les défenseurs de la colline verte pour s'informer — n'a pu que se référer au dossier soigneusement préparé par l'administration préfectorale. Au moins a-t-on pu constater ainsi une certaine continuité dans la façon d'aborder les problèmes. « J'aurai à arbitrer entre le développement et l'environnement », avait écrit M. Vaudelle. « J'ai pris une décision à caractère économique », a déclaré M. Jannin en commentant son arrêté.

de transport. Il ne fait aucun doute cependant que les 25 millions de mètres cubes qui seront extraits en trente ans par la Société des matériaux et agglomérés de Grenoble ne serviront pas uniquement à des réalisations sociales et qu'ils seront utilisés aussi bien pour l'autoroute B-40, construite par une société privée, que dans les immeubles de promoteurs, également privés. Voilà donc une interprétation — particulière — de l'intérêt général. Dès lors, les adversaires du projet ne sont-ils pas fondés à se demander — si un intérêt privé peut prévaloir sur la volonté des institutions démocratiques ?

« C'est qui affirmait que ces matériaux pourraient être prélevés ailleurs, le préfet de l'Isère répond qu'il est préférable de creuser une tranchée de 80 mètres de profondeur sur 45 hectares que de détruire des surfaces en plaine, cinq ou six fois plus importantes, en raison de la profondeur de l'extraction limitée à une dizaine de mètres au maximum. Mais, en dehors de la plaine et de la colline, verte, n'y avait-il pas réellement d'autres sites possibles ? C'est précisément ce que les défenseurs de la colline verte ont demandé, le 30 juillet, les membres de la délégation du Comité anti-pollution d'Échirolles. Trop tard peut-être ?

L'exploitant respectera-t-il ces conditions ? Sans doute, dès lors qu'il soumettra son plan de renouvellement de son autorisation au bout des dix premières années. Il le fera d'autant plus facilement qu'il ne manquera pas d'inclure le coût de ces travaux dans le prix de revient de la tonne de graviers extraits. Mais qu'il décide un jour de restreindre l'exploitation, l'administration ne dispose, en dehors du recours à une action judiciaire souvent longue et parfois peu efficace, d'aucun moyen pour faire cesser rapidement le trouble qu'elle aura permis. Ce qui se passe d'ailleurs dans une autre carrière de la périphérie grenobloise, à Eybens, où un entrepreneur maintient, depuis plusieurs mois, une exploitation partiellement illégale qui est là pour le rappeler. Enfin, au cas où l'entreprise tomberait en faillite, les travaux de remise en état des lieux ne requièrent-ils pas d'incomber à la collectivité ? Ce qui, à l'avenir, ce risque imposé aux générations futures, les élus continuent à refuser de le prendre. Créé par un arrêté signé le même jour que l'autorisation d'ouverture de la carrière, le Syndicat intercommunal pour la protection et l'aménagement de la colline boisée de Jarrie s'est tout de suite trouvé un objectif à la hauteur de sa mission : attaquer la décision préfectorale en déposant un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble.

BERNARD ELIE.

Des précautions

Cette campagne pour la défense de la colline verte, cependant, incite l'administration à s'entourer de précautions d'ouverture de la carrière, le Syndicat intercommunal pour la protection et l'aménagement de la colline boisée de Jarrie s'est tout de suite trouvé un objectif à la hauteur de sa mission : attaquer la décision préfectorale en déposant un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble.

P. T. T.

Les syndicats et la réduction des horaires de certaines professions. — Après les postiers F.O., ceux de la C.F.T.C. déclarent que Mme Françoise Girard, secrétaire d'État chargée de la condition féminine, n'est nullement à l'origine des réductions d'horaires décidées dans une trentaine de professions. Les deux organisations syndicales s'efforcent que cette mesure soit attribuée à un membre du gouvernement.

POUR UN EXAMEN DU SORT DU « FRANCE » PAR LES DÉPUTÉS. — Pour le Comité de défense du paquebot France, composé de personnalités françaises et de la France, ce n'est pas fini. Le comité a décidé l'envoi d'une délégation à la prochaine réunion du conseil général de la Seine-Maritime, le 9 septembre, et adopté le principe d'une grande manifestation, dont les modalités seront précisées ultérieurement. Il a demandé aux parlementaires de tous horizons politiques d'exiger que les problèmes du paquebot et de l'ensemble de la marine marchande soient discutés à l'Assemblée nationale.

LE MONDE
diplomatique
numéro de septembre :
LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE SUR LES CHEMINS DE GENÈVE
(Par Ibrahim Sui)
LA TURQUIE A L'HEURE DE LA GRISE GHYPRIOTE
(Marcel Barang)
LE NUMÉRO : 47
5, rue des Italiens, 75221 PARIS CEDEX 06.
Publication mensuelle du Monde (En vente périod.)

Près de Toulouse

UN RETRAITÉ EST TORTURÉ POUR QU'IL RÉVÈLE LA CACHETTE DE SES ÉCONOMIES

(De notre correspondant.)

Toulouse. — Une nouvelle agression a été commise, cette fois à Toulouse, contre une personne âgée demeurant dans une maison isolée. Cette fois encore la victime a été torturée par des hommes jeunes, armés, agissant à visage découvert et à cet indice qu'ils se trouvaient ses économies (2 500 francs) que ses bijoux et son argent.

L'attaque a eu lieu jeudi 5 septembre à 18 h. Trois inconnus se sont présentés à la ferme Lucan où M. Jean Benach, soixante et onze ans, agriculteur retraité, vit seul. Ils sont entrés dans la cuisine, ont saisi la main de leur arme (revolver, carabine et mallette), ils ont exigé le « magot ». M. Jean Benach refusant de livrer son « secret », les bandits l'ont attaché sur une chaise et l'ont torturé pendant près d'une heure, le brûlant notamment aux jambes et aux cuisses avec des torches faites de journaux trempés enflammés.

Avant mis la main sur les économies de leur victime, les malfaiteurs ont, avant de se retirer, dîné devant M. Benach avec les provisions découvertes dans la cuisine, puis ils sont partis en laissant le septuagénaire enchaîné sur sa chaise.

Ce n'est que vers minuit que le dernier des parvenus à se libérer de ses liens et à demander de l'aide à ses plus proches voisins.

Depuis le 20 août, c'est la troisième attaque de cette nature commise contre des personnes âgées. A Toulouse, le 20 août, Mme Lucie Capdeville, quatre-vingt ans, était attaquée rue Mauberge ; le 21 août, M. et Mme Jean Boyer (soixante-dix et soixante et onze ans), à Drémil-Lafage ; le 31 août, Mme Juliette Rioux, quatre-vingt-cinq ans, avenue Raymond de la Vigne. Dans tous les cas les victimes ont été frappées et torturées et leurs économies ont été volées.

Quatre nouvelles expulsions de ressortissants japonais. — Une troisième série d'expulsions de ressortissants japonais a été récemment opérée par la police française. Quatre des sept personnes appréhendées ont été expulsées du territoire français le 6 septembre, les trois autres seraient encore entendues. Douze autres personnes soupçonnées d'appartenir à l'organisation pro-palestinienne Armée rouge ont ainsi été interceptées en France depuis le mois de juillet dernier. Plusieurs services de sécurité européens coopèrent maintenant avec les polices française et japonaise pour tenter de démembrer les réseaux de l'Armée rouge implantés à partir de Tokyo, Beyrouth et Paris. — (A.F.P., Reuters).

L'activité du personnel et la capacité de production de la société Martell, à Cognac (Charente), ne subira aucune conséquence après l'accident du 6 septembre, vendredi 6 septembre, 3 500 000 litres d'eau-de-vie entreposés dans des chaudières vieillissantes (voir nos dernières éditions du 7 septembre), le sinistre n'ayant pas touché le groupe central des établissements, apprend-on par un communiqué de la maison Martell.

Les deux femmes françaises « disparues » le 27 août en Colombie (le Monde du 8 septembre) ont regagné la France saines et sauves. Elles s'étaient simplement séparées pour un temps du groupe de touristes avec lequel elles voyageaient. — (Reuters).

JUSTICE

M. PIERRE ARPAILLANGE A LA COUR DE CASSATION

Directeur des affaires criminelles et des grâces depuis le 9 janvier 1968, M. Pierre Arpaillange, qui vient d'être remplacé à ce poste par son ancien sous-directeur, M. Christian Le Gennec, est nommé conseiller à la Cour de cassation par décret publié au Journal officiel du 7 septembre.

(Né le 13 mars 1924 à Carcassonne), M. Arpaillange entre dans la magistrature en 1947 au sein des services du parquet de Paris, puis de la Cour de cassation. Du 1er février 1955 à janvier 1957, il est conseiller technique de M. Jean Foyer, ministre de la Justice, puis directeur du cabinet entre janvier et avril 1957. Il occupe de cette fonction auprès de M. Jean Tardieu, garde des sceaux d'avril 1973 à mai 1974.)

MÉDECINE

L'ÉPIDÉMIE DE MÉNINGITE AU BRÉSIL A FAIT PLUS DE MILLE VICTIMES

La situation s'aggrave à Sao-Paulo

Sao-Paulo (A.F.P.). — L'épidémie de méningite qui sévit au Brésil depuis plusieurs mois, et qui a déjà fait plus d'un millier de victimes, continue de s'aggraver à Sao-Paulo, où quatre personnes ont été tuées samedi 7 septembre. Une seule journée — sont décédées jeudi 5 septembre. Deux mille deux cent quinze personnes frappées par le mal sont hospitalisées, et il y a plus de dix mille personnes dans les hôpitaux de la ville. Le docteur José Souza Marins, chef de la commission de combat contre la maladie, a été le mois dernier, a déclaré que l'hospitalisation à Sao-Paulo est l'une des causes principales de l'épidémie. « Sur le chapitre des maladies, Sao-Paulo est peut-être au même niveau que Calcutta », a-t-il ajouté.

Rio-de-Janeiro, qui, jusqu'à présent, avait été relativement épargné par l'épidémie, a aussi enregistré, au cours des derniers jours, une centaine de décès ont été dénombrés depuis le début du mois de juillet.

En revanche, la situation semble s'améliorer à Brasilia, où plus de quatre des huit cent mille habitants ont déjà été vaccinés.

SCIENCES

Produit par le procédé d'ultracentrifugation

DE L'URANIUM ENRICHISSEMENT DE COMBUSTIBLE A UN PETIT RÉACTEUR HOLLANDAIS

Pour la première fois dans le monde, de l'uranium enrichi produit par le procédé d'ultracentrifugation sert de combustible à un réacteur nucléaire. Ce dernier, d'une puissance de 54 mégawatts électriques, est installé à Dordrecht (Pays-Bas). Il a récemment reçu ses quatre premiers éléments combustibles.

Le procédé d'enrichissement de l'uranium par ultracentrifugation veut dire, à l'avenir, le concurrent du procédé actuel de diffusion gazeuse et est particulièrement étudié par le groupement européen Urenco, constitué par la République fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Une usine pilote est installée à Capenhurst, en Grande-Bretagne ; une autre aux Pays-Bas, à Almelo.

L'uranium enrichi qui va être brûlé à Dordrecht a été produit dans l'usine d'Almelo et enrichi à 2,5 %. C'est ainsi la première fois que les Pays-Bas, et plus particulièrement la société Interref, fabriquant des éléments combustibles avec de l'uranium enrichi hollandais.

ENVIRONNEMENT

L'installation de centrales nucléaires en France

M. JEAN-PIERRE COT INSISTE SUR LA NÉCESSITÉ D'INFORMER COMPLÈTEMENT L'OPINION PUBLIQUE

M. Jean-Pierre Cot, député socialiste de Savoie, attire, dans une question écrite, l'attention du ministre de l'Industrie et sur la nécessité d'informer complètement l'opinion publique française sur les conséquences de l'installation de centrales nucléaires sur le territoire français. « Il est à demander, dans cette perspective, si ne serait pas souhaitable d'insister pour la programmation à la télévision du film de Claude Lanzmann, « Les choses du monde », qui traite de la question de l'énergie nucléaire. Il a été estimé des programmes de l'O.R.T.F. pour (selon les responsables de l'Office) être complété d'un débat. Un débat a eu lieu, en effet, aux « Dossiers de l'écran », mais ce n'est pas l'information d'Ozanne, qui a été diffusée en première partie. Causant, une projection de la même émission, prévue hors antenne, pour un débat organisé à P.S.D.F. dans le cadre des Rencontres d'Alsace-Provence, a été également annulée cette semaine.

MANIFESTATION ANTI-NUCLÉAIRE A PIERRE-LATTE. — Le comité d'action écologique d'Avignon et le collectif national provisoire du mouvement écologique organisent, le dimanche après-midi 8 septembre, à Pierre-Latte (Drôme) une marche de protestation contre la construction de l'usine Eurodif d'enrichissement de l'uranium. A cette occasion, le mouvement anti-nucléaire français se réunira pour coordonner leurs actions.

LES AGUILLES ROUGES, RÉSERVE NATURELLE. — Le Journal officiel du 4 septembre classe en réserve naturelle le secteur des Aiguilles Rouges, qui se trouve à la frontière des communes de Chamoux et de Vallorcine (Haute-Savoie).

TRANSPORTS

Après leurs entretiens avec M. Cavallé

LES ROUTIERS JUGENT LEUR SITUATION FINANCIÈRE « ALARMANTE »

Début des résultats de leur entretien, jeudi 5 septembre, avec M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports, les responsables de la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) se sont rendus vendredi à l'hôtel Malignon pour exposer à un collaborateur du premier ministre leur « situation alarmante ».

La F.N.T.R., qui n'a pas jusqu'à maintenant lié ses adhérents à organiser des barrages de camions (sauf en Charente-Maritime et dans les Deux-Sèvres), souligne que les augmentations du prix du gas-oil, du prix d'achat des véhicules, des coûts de réparation et des salaires du personnel menant les transports de leurs entreprises en péril. Le gouvernement a autorisé récemment un relèvement des tarifs de 3,5 %, mais les responsables estiment qu'il reste encore un écart de 7 à 10 % à combler.

L'autre motif d'inquiétude est l'encadrement du crédit, dont les conséquences sont graves pour les nombreuses entreprises petites et moyennes du transport routier. Il a été confirmé aux représentants de la Fédération que des mesures concrètes seraient examinées lors de la réunion qu'ils devaient avoir le 12 septembre avec M. Cavallé.

FUSION ENTRE PANAM ET T.W.A. ? — Les dirigeants de la T.W.A. et de la Panam se sont déclarés prêts à étudier la possibilité d'une fusion des deux compagnies, qui connaissent des difficultés financières. Ils ont toutefois fait remarquer que, si une fusion peut, à long terme, résoudre ces problèmes, une aide du gouvernement fédéral est indispensable, dans l'immédiat, pour compenser l'augmentation du prix du carburant. La Panam et la T.W.A. ont vendu 46,5 millions de dollars (230 millions de francs environ) au cours des sept premiers mois de cette année. Elles avaient déjà négocié la possibilité d'une fusion, mais sans résultat, en 1972 et en 1971. — (A.F.P.)

Le Monde aujourd'hui

ORDINATEUR

Le sapin défendu

UN hebdomadaire économi-
que proposait récem-
ment à ses lecteurs cadres
d'entreprises de faire le « test de
l'arbre ». Il suffisait, sur une
feuille blanche, de dessiner un
arbre suivant son inspiration. Et
quatre jours plus tard, on rece-
vait confidentiellement son por-
trait psychologique très fouillé,
après que le dessin eut été ana-
lysé par un ordinateur sous la
surveillance d'un fameux psycho-
logue madrilène. Très bien.
L'arbre est, comme chacun sait,
tout à fait significatif.

Avant d'expédier mon dessin,
j'ai relu par hasard la règle du
jeu. Une petite phrase m'avait
échappé : « Tous les arbres sont
valables sauf le sapin. » J'ai donc
rangé mes crayons de couleur et
jeté mon arbre au panier. Je venais
précisément de dessiner un
sapin, un noble sapin de la
forêt ardennaise, vert et vigou-
reux, celui que je contemple
depuis mon enfance et dont je
veux croire qu'il n'est pas pour
rien dans ma personnalité.

Maintenant, je cherche l'explica-
tion qui permet de mettre le
sapin au ban des tests psycholo-
giques et je ne trouve rien de
sérieux. Je comprends à peine
l'absence des arbres difficiles ou
fabuleux tels que le paléotruvier
ou le microcoulou qui peuvent em-
bêter l'ordinateur moyen, mais le
sapin, franchement... C'est comme
si on disait : « Dessinez à votre
idée un fromage. Tous les froma-
ges marchent sauf le camembert. »

Est-ce que le sapin, peut-être,
révèle un profil psychologique
trop naïf, trop enfantine, pour
qu'on en tienne compte, vous
savez : mon beau sapin, le sapin
de Noël, le Tannenbaum comme
vont-ils le dire ? Est-ce qu'un
sapin, contrairement au sapin symbo-
lise une attitude morbide avec la
mort, exemple les phrases clas-
siques des romans policiers :
« Ça sent le sapin » ou « Je vais
lui offrir une redingote en
sapin » ?

Tout ça n'est pas bien convain-
cant. En attendant, je sais aujour-
d'hui que le sapin est interdit
de séjour chez les psychologues
madrilènes, et c'est une informa-
tion qui en vaut bien une autre.
Mais parce que tout change si
vite, j'imagine déjà le dialogue
que j'aurai dans vingt ans avec
mon fils qui sera, si Dieu le veut,
un jeune cadre plein d'avenir :

— Papa, je viens de faire le
test de l'arbre pour mieux me
connaître moi-même.

— Bravo ! Quel arbre as-tu
dessiné ?

— Un sapin.

— Malheureux ! Le sapin n'est
pas valable. L'ordinateur va re-
cracher ton dessin.

— Tu déconnes. Ce n'est pas le
sapin qui n'est pas valable, c'est
le peuplier.

— Et pourquoi le peuplier ?

— Personne ne le sait.

— Votre psychologue n'est pas
madrilène ?

— Non. Luxembourgeois.

OLIVIER RENAUDIN.

La fidélité est-elle une force ou une infirmité ?

LA fidélité est une qualité que
l'on apprécie surtout chez
les autres. Qui voudrait d'une
volonté qui ne démentirait que par
intermittence ? D'un chien qui chan-
gerait de maître et de logis à la
convenance ? Que dit-on d'un époux
ou d'une épouse qui délaisse un con-
joint sans reproche ? D'un chef d'Etat
qui ne respecte pas un engagement
international le jour où celui-ci le
gêne ?

La vie en société ne peut se passer
de conventions, de contrats, de pro-
messes engageant plus ou moins
l'avenir. Les fantasmes, les étour-
dis, les parjures sont considérés
comme des associés à qui l'on ne
peut se fier. Force est de faire un
minimum de projets, de tirer des
plans pour pouvoir construire son
avenir et s'insérer dans une com-
munauté. La rupture d'un contrat est
passible des tribunaux.

La fidélité ne relève pas de l'ab-
solu : elle est relative à quelqu'un
ou à quelque chose. Elle est de l'or-
dre des moyens et non des fins.
Idolâtrer la fidélité peut être dan-
gereux, voire monstrueux. Que
pense de l'officier allemand qui a
voulu jusqu'au bout, contre toute
morale et tout bon sens, rester
fidèle à Hitler ? Mais, inversement,
trahir une promesse pour suivre son
bon plaisir ou un intérêt national est
difficile à excuser.

La fidélité a parfois mauvaise
presse. On entend dire d'elle qu'elle
est une faiblesse, le fruit d'un manque
d'imagination, le culte d'un passé
révolu, le déclin du présent et de
l'avenir dans ce qu'ils apportent de
spécifiquement neuf. Débat de tou-
jours sur les mérites de la tradition

et de la révolution, de la conserva-
tion et du lâchissement créateur.

Beaucoup de jeunes répugnent à
entraver leur liberté de mouvement.
Le mariage par exemple leur paraît
une source d'hypocrisie, et ils vivent
en couple d'une manière non con-
tractuelle, aussi fortement attachés
et fidèles que s'ils étaient passés
devant le maire. Mais ils entendent
demeurer libres de leur cœur et
adoptent une attitude — au moins
extérieure — de scepticisme devant
la durée des amours. Ce culte de
l'instant est-il une force ou une infir-
mité ?

Le croisement du nombre des divorces
— considéré comme une plaie par
les hommes de tradition et comme
une soupape de sûreté par les
autres — montre le caractère éphé-
mère des affections humaines, les
plus profondes et le refus d'une
cohabitation à base de paresse, d'in-
térêt ou de tabous religieux. Les
mariages d'argent ou de convenance,
qui jadis étaient courants, sont
aujourd'hui déconsidérés. La morale
y a-t-elle perdu ? On admire encore
les couples stables et fidèles, mais
à condition qu'ils soient heureux.
La durée n'est une valeur que si elle
est le fruit de l'amour.

La religion est elle-même touchée,
oh combien ! On sait le nombre
important de prêtres qui ont décidé
de ne plus honorer leur promesse de
celibats. Dans la majorité des cas,
l'Eglise les relève de leur engage-
ment, au scandale de certains catho-
liques qui se demandent pourquoi
les évêques sont plus indulgents pour
les clercs que pour les fidèles, les-
quels n'ont toujours pas le droit de
se marier. La réponse technique
(ici, il n'y a que promesse, là, il y
a sacrement) ne satisfait guère. S'en-
gager devant Dieu à vivre dans la
continence revêt un caractère solen-
nel dont l'Eglise fait aujourd'hui bon
marché. Dans un souci louable d'hu-
manité, mais la fidélité n'en reste
pas moins bafouée par ceux-là
mêmes qui sont censés l'enseigner.

De tels exemples apportant objec-
tivement de l'eau au moulin de la
« dégradation » des mœurs. Bref,
nous assistons à l'effondrement d'une
civilisation. Celle où l'on trouvait à
la fois indispensable et normal de
s'engager à vie sans avoir la possi-
bilité de faire marche arrière, quel
que soit le prix que l'on ait à payer
pour cette fidélité. Le destin préalable-
ment fixé prenait le pas sur les
considérations personnelles et affec-
tives. Le destin était méprisé au nom
des obligations sociales et reli-
gieuses. Il ne s'agissait pas tant
d'être heureux que de remplir une
tâche et de dessiner la courbe d'une
vie harmonieuse et édifiante. Si l'on
y prenait son plaisir, tant mieux !
Sinon, tant pis ! Chacun s'arrangeait
comme il pouvait pour surmonter les
apparences, et il y avait beaucoup
à dire sur cette face cachée des
existences.

La fidélité serait-elle morte ? Ou,
ce qui revient au même, faudrait-il
ne jamais se mettre en état d'avoir
à jouer avec elle ? S'enfermer dans
l'homme libre est celui qui suit dans
l'instant son désir ? Les lois de la
société et de l'Eglise ne sont-elles
que des machines à frustrer l'homme
de son désir ? La possibilité du
changement est-elle le chef de l'équi-
libre et de la joie ?

REVISION

Loi et liberté

De l'exemple de Don Juan, il serait
puérile d'abuser. Mais il n'est pas
enviable. Faute de pouvoir être en
vérité à une femme, ce touche-à-tout,
hanté par la mort, les essaye les
unes après les autres, quitte à rester
instable et nostalgique.

La loi, dit-on, protège la liberté et
permet les grands desseins. Mais ne
serait-ce pas là tenir le langage de
ceux qui précisément font les lois et
détournent le pouvoir ? Il est évident
en revanche que satisfaire un désir
inconsidéré expose à l'autodestruction.
Est perspicace celui qui sait
faire le départ entre ses envies du
moment et ses engagements anté-
rieurs qui lui permettent, tout bien
pesé, de choisir une trajectoire équi-
librée. L'homme ne peut se définir
par son seul présent, pas plus que
par son passé. Sa vérité passe au
premier chef par son avenir. Dans
bien des cas, les contrats sont les
béquilles de la volonté chancelante.

En faire à sa guise, ce n'est pas
l'homme libre est celui qui suit dans
l'instant son désir ? Les lois de la
société et de l'Eglise ne sont-elles
que des machines à frustrer l'homme
de son désir ? La possibilité du
changement est-elle le chef de l'équi-
libre et de la joie ?

HENRI FESQUET.

CROQUIS

Trop aimables, ces machines...

BONNE journée aujourd'hui !
Rarement je suis
plus entouré de préve-
nances et l'objet de tant de poli-
tesses. Quand je suis allé faire
mes courses au supermarché du
coin, la caissière m'a remis un
ticket sur lequel était écrit
« Merci ». J'ai bien que les
machines me disent « Merci ».
Et lorsque j'ai voulu traverser
le carrefour, le panneau lumi-
neux m'a conseillé d'attendre,
puis m'a dit de passer. C'était
drôlement aimable, car, distrait
comme je suis, je me serais bien
fait écraser. Et ce ne sont pas
les gens qui m'auraient dit
« Arrêtez-vous » ou « Passez ».
Ils sont bien trop occupés.

Quand j'ai mis mon ticket de
métro dans la machine à poin-
çonner, une petite lumière s'est
allumée et j'ai pu lire : « Re-
prenez votre billet. Merci. »
Cela m'a consolé, car, derrière
moi, au même moment, quel-
qu'un disait : « Tu te dépêches,
eh ! patate... » C'est quand
même gentil une machine. Et
puis, beaucoup d'automatons
restent disponibles au lieu de lire
en bas des tickets de caisse en-
registreuse : « Merci », ou bien
« Nous vous remercions de votre
confiance », ou encore « Nous
vous souhaitons une bonne
route », pourquoi ne pas imagi-
ner : « Vous êtes le plus beau »,
ou « Le plus grand », ou « Le
plus fort », que sais-je encore ?
Mais ce que j'aimerais par-
dessus tout, c'est une machine
qui, comme moi, dise « M... ! »
quand elle se trompe. Je dois
être un peu vicieux.

JACQUES MERLINO.

Au fil de la semaine

UN jour matin d'avril, peu avant la fin de la V^e République
(1959-1991), les Français apprirent sans grand étonnement
que leur président, onzième chef de l'Etat depuis la fondation
du régime, était mort subitement au cours de la nuit.

La nouvelle atteinte en même temps des millions de citoyens
qui se hâtaient comme chaque jour vers leur tâche à la périphérie
des grandes villes et les milliers de banlieusards qui se ruèrent ou
travaient en sens inverse vers le cœur des vieilles cités. Dans les voi-
tures étirées en longues files sur les autoroutes, dans les turbosautos,
les aérotrains, les métros-express et jusque dans les ascenseurs des
tours, les visionneuses demeuraient cependant fort avares de détails.
Le président, disait-on seulement, avait été trouvé inanimé par
son fidèle valet de chambre venu, comme chaque matin à 7 heures
très exactement, frapper à sa porte, avec le jus de fruits de
synthèse et les pilules énergétiques du petit déjeuner. Et les
journalistes enchaînaient aussitôt sur l'installation à l'Elysée, dès
8 heures, du ministre de l'Union nationale, chargé de l'interim
selon la Constitution, sur les condoléances du président de la
République de Grande-Bretagne, du secrétaire du Soviet suprême
de la R.A.U. (République allemande unifiée), des rois d'Espagne,
d'Italie, de Grèce, de l'impératrice régente de Chine, etc.

Peu avant midi, le pouvoir rompit enfin un silence qui
commençait à intriguer quelque peu et publiait deux communiqués.
L'un, signé du ministre de l'Union nationale, président par intérim,
annonçait sèchement la disparition du chef de l'Etat. L'autre
énumérait des ministres de l'ordre public et des forces nucléaires ;
il affirmait que la calme régnait dans le pays et que les autorités
« avaient la situation intérieure bien en main ».

Ca, vrai dire, on n'en doutait guère, à voir le peu d'intérêt
que le public accordait à l'événement. Chacun vaquait paisiblement
à ses affaires, et c'est à peine si l'on commentait d'un mot la mort
inattendue d'un solide septuagénaire doté la santé, hier encore,
paraissait étonnante. Le fait qu'il s'agissait de la quatrième dispa-
rition successive d'un président de la République en pleine force de
l'âge, et cela en moins de deux ans, expliquait évidemment cette
indifférence de l'opinion.

NAISSANCE DE LA VI^e FICTIVE

Par
PIERRE VIANSSON-PONTE

Depuis la liquidation de la révolte des immigrés, l'écrasement
de l'insurrection de Bretagne et l'achèvement de la pacification
de la Corse, ces épisodes dramatiques des années 1979-1987, la
paix régnait dans le pays. Hormis quelques incidents provoqués çà
et là par des hommes d'âge mûr, aussitôt hospitalisés dans des
centres de soins spéciaux, la campagne du référendum de 1988
avait été partiellement calme. Le pouvoir avait été autorisé, avec
0,07 % d'abstentions seulement grâce au vote obligatoire, et donc
par 99,93 % des inscrits, à rénover la Constitution pour établir
le régime présidentiel collégial. Il avait aussitôt institué l'élection
directe et à main levée du président par le Parlement, restauré ainsi
dans sa dignité et dont les membres étaient maintenant vraiment
représentatifs des éléments sains de la population puisqu'ils étaient
choisis au scrutin public par et parmi les mille plus importants
contribuables de chaque département.

Du même coup, le pouvoir avait pu régler définitivement les
deux principales questions laissées en suspens depuis les événements
en promulguant le nouveau « statut des Français de souche » et
en fixant, selon le vœu quasi unanime l'âge de la retraite à
soixante-quinze ans pour les femmes et soixante-dix ans pour les
hommes. Spontanément, il avait libéré 10 % des inadaptes en
voie de recyclage, les effectifs des centres de soins spéciaux et
campes de traitement se trouvant ainsi ramenés en dessous du
million, neuf cent trente-deux mille malades seulement, le chiffre
le plus bas atteint depuis quatre ans.

Ce sont les ravissantes speakerines de la huitième chaîne, la
chaîne des pilules super-énergétiques — la plus regardée depuis
qu'elle avait eu l'idée de confier à de jeunes personnes somptueuse-
ment vêtues, et non plus, comme toutes les autres chaînes, à des
mannequins nus, le soin de présenter les informations, — qui lan-
cèrent les premières la nouvelle, au début de la soirée. Le président,
annoncèrent-elles en ménageant leurs effets, était bel et bien
décédé accidentellement. Pourtant, il n'avait pas été victime d'un
geste maladroit de son aide de camp manipulant imprudemment
son laser de poche comme cela s'était produit deux ans plus tôt à
l'Elysée pour le premier décès accidentel de cette série noire. Il ne
s'était pas non plus noyé dans la piscine du palais, comme l'avait
dernier titulaire de la charge. Il n'avait pas davantage fait une

mauvaise chute dans la cage de l'ascenseur comme son prédéces-
seur immédiat.

Non, l'accident fatal était en fait un accident psychologique.
Le président avait mis fin volontairement à ses jours. Il s'était
perdu dans sa chambre, à l'espagnole de la fenêtre, avec sa
ceinture. Perdu comme un Arabe lodi dans un commissariat de
banlieue, avant que les immigrés ne soient tous renvoyés chez eux.
Une mort infamante et ridicule. Peu importe que la fameuse
espagnolette ne soit qu'à cinq pieds du sol — un mètre cinquante-
deux pour ceux qui n'ont pas encore assimilé le nouveau système
imposé par le BEC (British European Committee) — alors que le pré-
sident, fort bel homme de son vivant, ne mesurait pas moins de
six pieds trois pouces. C'était au contraire la preuve irréfutable du
sulfide : car comment se pendre dans de telles conditions si on ne
le veut pas vraiment ?

Cette fois, tout le monde, même les vieillards les plus attardés
dans leur aveuglement nostalgique, avait parfaitement compris.
A peine était-il besoin d'ajouter qu'en raison des circonstances de
sa disparition, le président n'aurait pas d'obsèques nationales. Sa
mémoire aurait été liquidée. Et close la liste des présidents de la
V^e République.

Tout alla très vite. Cinq membres du gouvernement, autour
du ministre de l'Union nationale, président par intérim, constituèrent
le lendemain même la « Direction collégiale provisoire ». C'étaient
les ministres de la paix, de l'ordre public, des forces nucléaires, du
progrès économique et social, sans oublier celui de la qualité de la
mort. Ces six hommes avaient été, pendant les événements, les
principaux fournisseurs des corps nucléaires tactiques, et on avait
parlé à voix basse de sombres trafics, de scandales et d'abus de
toutes sortes, dont ils se seraient rendus coupables. A voix basse
et pas longtemps, tant les techniques d'écoute de la parole avaient
progressé ces dernières années. De même ceux qui imputaient aux
successifs présidents l'intention de mettre au jour ces affaires, que
chacun pourtant s'efforçait d'oublier, n'eurent pas le loisir de faire
part autour d'eux de leurs réflexions : à peine en prenaient-ils
conscience que déjà les infirmiers du corps de la paix, les gardiens
de l'ordre public, les spécialistes des forces nucléaires, s'assuraient
de leur personne pour prodiguer leurs soins.

En raison de l'urgence, le mode de scrutin fut allégé. Seuls
prenant part au vote obligatoire les contribuables payant plus de
10 000 francs d'impôt, soit environ cinquante-deux mille per-
sonnes, auxquelles s'ajoutaient bien entendu les citoyens déclarés
« indispensables au progrès national » et les membres des différents
corps d'Etat bénéficiant de l'exemption fiscale, en tout trois millions
cinquante-deux mille électeurs approuvèrent à l'unanimité moins trois
abstentions le projet de la Direction. Les trois abstentions prove-
naient d'un vieux banquier qui tomba foudroyé au moment où il
venait d'appuyer sur le seul bouton, marqué « oui », de la machine
à voter parce qu'il avait eu apercevoir deux boutons et s'être
trompé ; puis d'un citoyen qui figura par erreur sur les listes,
étant devenu femme à la faveur d'un changement de sexe (et les
femmes, on le sait, n'ont plus le droit de vote depuis 1986) ; enfin
d'un certain Maurice Beneyès, démasqué à temps : il se nommait
en réalité Mohamed Ben Oul-Oul et avait falsifié ses certificats
d'origine pour s'attribuer les cinq générations de résidence requises.
Ce fut d'ailleurs le seul cas de fraude caractérisée.

Quelques jours après ce beau vote d'unanimité, les cinq direc-
teurs désignèrent une amnistie générale. Elle s'appliquait à toutes
les amendes inférieures à 3 euros francs, à tous les délits ayant
entraîné une peine d'emprisonnement de moins de trois jours, sauf
naturellement les amendes et peines encourues par des inadaptes
sociaux ou postérieurement au 1^{er} juillet 1979. Dans l'euphorie
créée par cette décision généreuse, la loi fondamentale adoptée par
référendum était promulguée à la satisfaction des couches saines de
la population.

Ainsi naquit notre VI^e République française, connue aujour-
d'hui sous le nom de « République collégiale de la paix, du progrès,
de l'ordre et de l'Union nationale ». La stabilité et la pérennité du
pouvoir y sont à jamais garanties. En effet, les six directeurs se
renouvellent désormais en cas de décès ou d'exclusion de l'un d'eux
par le mode de désignation le plus républicain, le plus démocra-
tique, le plus français qui soit : la cooptation directe, instantanée
et universelle.

Lettre d'Anchorage

UN PETIT POINT TRÈS FRÉQUENTE



B IEN que l'architecture peu spectaculaire d'Anchorage fasse parfois rêver à Kodiak, tel qu'on le connaît au large de Jack London (grand écrivain aujourd'hui presque aussi connu qu'Estimote), les rudes vagues (les cartes géographiques situent Kodiak et Dawson pas en Alaska mais dans la province polaire du Canada — plus de 1000 kilomètres à l'ouest d'Anchorage), rien ne reste de l'ancien romantisme. Une houle en troncs d'arbres qui se dressent au centre de la ville et où est situé l'office du tourisme local, a été construite il y a quelques années. On rencontre les Eskimos au cinéma. Les autres sont chassés de la tanière par les chiens de bête de tanière. Quant aux habitants, ils vivent dans des appartements de la ville. On paye en dollars-papier ; personne ne semble posséder un sac plein d'or. Les ours blancs sont partout — mais empaillés, perpétuellement dressés derrière les vitrines de leurs cages en verre.

L'attrait de l'Alaska est dû à un entraînement rare au monde, c'est un entraînement au monde où la pollution de l'air, de l'eau, des mers, est encore inconnue, une des dernières terres qui ne soient pas encore atteintes par le développement. D'autre part, dans ce siècle où le monde commence à manquer de matières premières, l'Alaska est peut-être la plus importante entente qui existe encore du pétrole, du gaz naturel, des métaux. Il est bien évident que ce désert polaire ne peut pas longtemps jouer ce double rôle et à une date assez proche il devra choisir : le développement ou la préservation de la nature originelle. Mais pour le moment...

M AIS l'Alaska n'est pas seulement une terre excitante pour un géo-économiste ou un écologue. Cette terre, ce désert d'Alaska, découvert par Estimote (1741) et colonisée par eux, a été par la suite (en 1867) vendue aux Américains pour une somme considérée dans son temps comme immense (7,2 millions de dollars). Les Russes, à l'époque, n'étaient pas très heureux

de vendre, les Américains... d'acheter (longtemps après, l'achat a été considéré à Washington comme « une folie »). Si la transaction a eu lieu, c'est parce que tous les deux craignaient que l'Angleterre, la principale puissance impérialiste à l'époque, ne s'empare de la Sibirie, de Saint-Petersbourg et de Washington, ne s'en empare. Encore aujourd'hui, on entend les diplomates soviétiques expliquer aux Américains : « C'est grâce à nous que l'Alaska est resté dans notre immense liste, manifeste *du Canada*, d'après une manœuvre d'historiste dit, l'époque de la guerre de Crimée, opposant la Russie à la France et à l'Angleterre, les sentiments prussiens étaient tellement forts aux Etats-Unis, qu'ils ont voulu empêcher les Américains de l'époque d'acheter le territoire, dans le cas de son élection, les troupes américaines seraient envoyées pour aider les Russes. Mais cette n'égout pas encore l'historiste... »

Sur la côte pacifique du continent américain (au début du dix-neuvième siècle, les Russes sont parvenus jusqu'en Californie et ont été stoppés par les Espagnols, venant du Mexique, malgré une affaire sentimentale du commandant des troupes russes avec une fille du gouverneur espagnol). Mais pour lors, sous le règne de Pierre le Grand, et plus tard; les Russes traversaient-ils dans leurs petits bateaux la mer de Bering ? Parce qu'ils voulaient trouver des fourrures, des peaux, des os, des dents d'ivoire, des Chinois étaient-ils venus pour lesquelles ils étaient prêts à fournir de la soie et du thé, produits très recherchés, à cette époque en Europe et en Russie. Enfin du coup, les Russes, bien qu'ils aient trouvé des fourrures magnifiques en Alaska, n'ont pas très bien réussi dans le commerce avec la Chine. Les Chinois se méfiaient des Russes encore plus que d'autres hommes blancs. Les bateaux anglais, américains, français, étaient admis dans le port de Canton, mais pas les bateaux russes.

PHILIPPE BEN

Manchester : le vent en poupe

SI vous désirez vous convaincre que l'Angleterre traverse une situation économique « grave », « structurelle », « irréversible », évitez Manchester, surtout un samedi. Le seul véritable observateur que vous étiez en ressentirait quelque désoloi. Une foule estimée à plusieurs centaines de milliers de personnes se rue dans les rues de la ville, au cœur de la ville — Piccadilly — et, selon l'expression consacrée, « prend d'assaut » les magasins, dont le nombre, la dimension et la qualité font de cette zone étroitement circonscrite l'une des aires de « shopping » les plus actives d'Europe. Fedtes dames en manteaux bleus et en robes vertes, hommes en robe-bonbon, minettes en sabots à talon haut, garçons trop légers pour la saison, robes en jeans et cheveux longs, couples rangés, sortent à pas rapides des autobus à deux étages qui desservent la région et s'agrippent aux escaliers roulants. Sols couverts d'eau, les trottoirs sont glissants (il n'y a pas un seul attrapage) et, à l'extrême, un air de désastre.

plus grand complexe pétrochimique du Royaume-Uni.

La ville elle-même a changé de physionomie. Les vieilles images qui traînent encore dans la conversation des Français sur la ville la plus noire et la plus brouillardieuse du monde ne correspondent plus à la réalité. Les usines, les autres bâtiments imposants construits à la belle époque du coton et du charbon ont été nettoyés, laissant apparaître une noble pierre rouge ou vert foncé. Le brouillard, dont on racontait qu'il interdisait aux fidèles assis au fond de la cathédrale d'apercevoir l'autel, a pratiquement disparu, et les rues sont modernes.

Le siège de la CIB (société coopérative d'assurances), qui culmine à 122 mètres, ou l'hôtel Piccadilly, qui n'a pas son équivalent à Paris, dressent leurs façades de verre et de métal contre un ciel qui n'est pas toujours gris. Même les « éliums », ascenseurs à deux étages, sont maintenant sophistiqués et innombrables, ont, en dix ans, disparu aux trois quarts.

meuse « Ecole de Manchester », qui imposa le libre-échange, n'est plus qu'un souvenir. Les restes d'une splendeur passée sont les concerts Hallé, qui attirent encore une partie de la bourgeoisie. Les autres, sur leurs portes d'où se dévalent, à l'heure dite, des cars entiers de madame Bovary.

Face à l'agression moderniste, la société manchesterienne (1) possède une étonnante faculté de résistance au changement. Un étroit réseau de « clubs », défiant les descriptions de nos manuels scolaires, réunit les membres d'une même classe sociale, vivant d'un même métier, d'un même art, d'une même parole d'ordre, d'une seule religion, pour discuter, boire et jouer. Moins distingués mais non moins recherchés sont les « bingos », centres de divertissement où, dès leur tâche terminée, les femmes de condition modeste se précipitent en bande et jettent, pour de l'argent, des jets de loterie. Les bingos, les bingos manchesteriens, hommes du Nord et du prolétariat, soit de nature plutôt plus ouverte et plus hospitalière que son compatriote du Sud,

fait encore dernièrement le président du syndicat du textile du Lancashire, de pratiquer une concurrence déloyale en travaillant seize heures d'affilée ou toute la nuit.

Cinq ans de purgatoire

Contrairement à ce qui passe en France ou en Allemagne, le plupart d'entre eux sont là avec leurs familles, en vue d'une installation définitive ou, en tout cas, de longue durée. M. Surendran Kumar, le secrétaire général de l'Office de relations intercommunautaires, a dit : « Nous sommes heureux de recevoir les cinq ans avant qu'un travailleur étranger puisse lever la tête et songer à autre chose qu'à son pain quotidien. A ce moment, son attitude est, en général, de contribuer au renforcement des liens de solidarité qui unissent ses communautés d'origine. C'est ce que nous cherchons à constater l'ordre britannique. Encore observé-on des différences entre les Antilles, par exemple, qui réagissent parfois vivement à la discrimination (mouvement de Black Panthers) et les Indes, qui ont subi, à son heure de gloire, et les Pakistanais, qui n'attendent rien des Anglais et affichent une saine déusse et passive dignité. »

Le racisme existe : en témoignage le prix des logements, qui est le plus élevé au monde pour les maisons d'un faciès blanc. L'expérience nous rencontre aussi, et l'on peut assister à des mouvements d'antagonisme, de solidarité, tel celui où l'on vit le plus pauvre d'une rue signer une pétition pour soutenir un habitant qui a été expulsé de son logement. On a plûtôt une défiance pour l'acceptation d'une altérité fondée sur l'absence de racisme, que sur le désir de dépasser.

Si Michel Buton, qui y écrit *L'Emploi du temps*, renouvelé au sein d'un vingt-neufième siècle, expérimente l'urbanisme, il l'appréhende peut-être plus étrangement à une ville en pleine expansion, mais où les groupes sociaux continuent de se creuser sans jamais, semble-t-il, se rencontrer. Celui qui ne peut se refuser de jouer le jeu d'un vie parfaitement réglée se perd dans la solitude de sa chambre, dans le bain de foule, un sentiment d'aliénation étrange. Les Grandes Arènes anonymes et immenses-tours, usines géantes se greffent sur une société dont le mot d'ordre paraît être *status quo*.

OLIVIER POSTEL-VINAY.

L'Espresso

Référendum contre les chasseurs envahissants

L'ouverture de la chasse, qui fait déferler sur l'Italie selon l'hebdomadaire de Milan **ESPRESSO** « la plus grande armée jamais engagée dans la Péninsule », ranime aussi les controverses : « car malgré les appels des amis de la nature, chaque année cent mille chasseurs nouveaux viennent après un examen d'aptitude ridiculement facile accroître cette armée. Pourtant, cette armée n'est en aucunement nouvelle se produit. Etant donné que les appels lancés au gouvernement pour mettre en cause une nouvelle loi sur la chasse ne sont pas entendus — (deux millions de têtes de chasseurs et des centaines de milliards de chiffre d'affaires suffisent aisément à les étouffer), — les protestataires ont trouvé un moyen pour se faire entendre. En effet, en raison des dispositions introduites par Mussolini en 1941 dans le code civil italien, le propriétaire d'un terrain a le droit d'en interdire l'accès à tout homme sauf aux « chasseurs porteurs d'armes ». Si bien qu'un art arriéré à l'absurdité que seul un homme armé a le droit d'entrer chez nous. Aussi, sur l'initiative de Terra e vita, les organisations agricoles vont demander un référendum aux fins d'abrogation de l'article 842 du code civil dès le mois d'octobre. Elles n'auront pas de peine à recueillir les cinq cent mille signatures exigées par la Constitution pour procéder au référendum, mettre en échec nos Tartarues et, très probablement, à les amener du moins à négocier ailleurs que dans ce pays les chasseurs ont l'habitude de faire la pluie et le beau temps. »

Newsweek

La décadence de l'empire Playboy

A propos du mauvais état de la situation financière de la société Playboy, dont la chaîne d'hôtels et de boîtes de nuit est en difficulté et dont les actions en bourse sont tombées de 25,13 à 3,63 dollars (de 121,12 à 16,49 F), le magazine américain **NEWSWEEK** examine la gestion de son directeur :

« Le solitaire (Hugh) Hefner qui possède 73 % des actions PEI (Playboy Enterprises, Inc.) insiste pour prendre seul toutes les grandes décisions et refuse d'évoquer ses problèmes avec les profanes. Alors que le créateur de la célèbre hôtesses à l'uniforme de lapin possède un bon jugement pour choisir des sujets d'intérêt, il n'a montré que peu de talent de gestion.

» De plus, les bureaux de ses collaborateurs sont remplis de valets courbant l'échine et que des analystes (...) considèrent comme un groupe d'hommes sans la moindre idée originale et toujours prêts à dire amen. En ce qui concerne l'avenir, la société Playboy continuera à être gérée comme une entreprise typiquement américaine, mais, selon les termes d'un collaborateur désenchanté, elle est « l'expression des fantasmes per-sonnelles de Hefner ».

KRISTELIGT DAGBLAD

Un paradis pour les filles à marier

« Les filles en quête de mari peuvent sans hésiter se rendre en Islande » écrit le quotidien protestant indépendant danois KRISTELIGT DAGBLAD. « Elles trouveront là-bas l'un des rares pays de la planète à bénéficier d'un excédent de représentants du sexe fort. En effet, la population islandaise de deux cent treize mille âmes compte actuellement deux mille hommes de plus que de femmes.

► A quelles causes exactes attribuer ce phénomène ? Il est difficile de répondre de façon pleinement satisfaisante à une telle question... Evidemment, le seul fait que l'Islande, au cours de ce siècle, n'ait été impliquée directement dans aucun conflit armé y est pour quelque chose. D'autre part, à cette latitude, la mortalité infantile est particulièrement basse et nous pouvons nous attendre à ce que les enfants islandais soient enrobés d'une "couche" de graisse. Mais, pendant les premières années de la vie, les garçons se débattent moins bien que les filles. Quoi qu'il en soit, la principale conséquence de cette situation est qu'un certain nombre d'Islandais n'ont au départ aucune chance de pouvoir se marier avec une compatriote. Cette situation s'est encore aggravée avec le premier mariage précoce et rapide de l'ère d'après-guerre. Les femmes les plus jeunes ont été tentées que leurs compagnons d'abandonner la campagne pour les villes où elles se trouvent — comme dans le reste du monde — en majorité. »

POLITYKA

« Je t'aime, moi non plus... »

« Dix pour cent seulement des jeunes ouvrier et paysans polonais peuvent se passer de musique pendant qu'ils font l'amour », révèle une enquête parue dans le dernier numéro de *POLITYKA*, le très sérieux hebdomadaire du comité central du parti communiste polonais.

L'enquête porte sur les mœurs sexuelles d'un groupe représentatif de jeunes gens de seize à vingt-deux ans. Selon le sondage, 43 % ont eu leur première expérience sexuelle entre seize et dix-huit ans.

Poitivyku ne s'inquiète pas de la «précocité» de ces jeunes, mais plutôt des conditions dans lesquelles se déroulent ces relations pour une certaine proportion d'entre eux : 47 % reconnaissent pratiquer la sexualité de groupe. D'autre part, 20 % des garçons et 5 % des filles trouvent qu'il vaut mieux boire de l'alcool à deux avant (...). Enfin, seulement 10 % des femmes interrogées pensent se passer de musique pendant l'amour, et l'air favori de ces jeunes melomanes en chambre est le chansonnet de Serge Gainsbourg « Je t'aime, moi non plus ».

صبرنا من الاجل

RADIO-TELEVISION

Humour

LES VRAIES PRIORITÉS DU CAHIER DES CHARGES

Au hasard du texte de la loi relative à la radiodiffusion, on relève un article 15 particulièrement chargé de sens : « Un cahier des charges arrêté par le premier ministre ou le ministre délégué par lui, fixe, pour l'établissement public et pour chaque société nationale (...) les objectifs à atteindre pour l'accomplissement des missions de service, notamment le développement des réseaux et le volume minimum des émissions. » Traduit du français administratif en français courant, cela signifie plus simplement que le gouvernement donnera, par un cahier des charges, des consignes bien précises et sans doute péremptories à chaque chaîne de télé. Ne pas oublier de préciser, avant tout, dans le cahier des charges la nomination d'un écrivain sans travail capable de rédiger la loi parce qu'elle est vraiment mal écrite et souvent à peine compréhensible. Ainsi, rien que dans l'article 15, cité, il y a la « double emploi du mot « pour » tout à fait fâcheux. Mais revenons à la télévision en suggérant au premier ministre quelques consignes élémentaires qu'il convient de noter en priorité sur un cahier des charges.

D'abord, les journaux télévisés

Le journal télévisé est à repenser entièrement. Même si on donne qu'un minimum sur ce qui se passe en France, il en donne encore trop. Toutes ces séquences consacrées aux revendications paysannes, aux contestations étudiantes, aux malaises ouvriers, sont non seulement superflues, mais d'un goût douteux. En revanche, il convient de ne jamais hésiter à détailler les conflits, émeutes et répressions qui se déroulent à l'étranger. D'une façon générale, il est souhaitable de limiter les séquences se rapportant à la France aux faits d'actualité et sportifs à condition qu'ils se soldent par une victoire nationale.

La télévision a toujours mis un point d'honneur à servir la chanson légitime et laxative, mais elle ne met pas assez de

conviction à hisser sur le podium nos chanteurs les plus méritants. Il est indispensable que l'on consacre quotidiennement une séquence à l'un des chanteurs suivants : Mireille Mathieu, Adamo, Johnny Hallyday, Sheila, dont les positions politiques et le sens civique ont toujours été au-dessus de tout soupçon.

Les « vraies » vedettes et les « bons » écrivains

Il est intolérable de constater que le Club-club du dimanche ne programme que des films égarés d'auteurs aussi obscurs que Penn, Walsh, Bergman, Lubitch ou Lang, à croire que le cinéma français n'a pas encore été inventé. Il importe d'inscrire d'urgence au programme de ce Club-club des rétrospectives des films de Fernandel, Jean Gabin, de Pagnol, Alain Delon, compte tenu que c'est la vedette qui intéresse le téléspectateur et non le metteur en scène.

Il faut veiller à mettre au pas certains réalisateurs dont les opinions politiques peuvent prêter à suspicion. Ainsi Jean-Christophe Averty dont les émissions laissent croire qu'il pratique parfois un esprit subversif. Il serait opportun de lui proposer, à titre de test, de réaliser la séquence religieuse du dimanche matin. S'il n'accepte pas, il n'est pas à retenir.

Depuis la disparition de Post Scriptum, émission plus scandaleuse que littéraire, les émissions littéraires méritent plus d'éloges que de reproches. Mais on voit encore, de temps à autre, des écrivains indignes de ce nom souiller le petit écran. Il convient d'en bannir non seulement tous les révoltés professionnels, les exilés de la plume, mais également tous ceux que les journaux d'opposition admettent volontiers. Et de toute façon, des auteurs hautement estimables comme Michel Droit, Jean Cau, Paul Guiché et Jean Dautour devraient être présents à toutes les émissions littéraires, ne serait-ce que

pour y jouer un rôle de conseiller et de conscience humaine.

L'émission Interrelles, fertile en résonances culturelles, a connu un succès sans précédent, mais son intérêt a fini par s'épuiser avec le temps. Il faut vivre avec son époque et reconnaître que le temps des conflits de clocher a passé. Mais à une époque où la lutte des classes et des partis bat son plein, une émission structurée sous l'appellation de Interpartis devrait connaître un réel engouement. Bien entendu Guy Lux et Léon Zitrone resteraient les animateurs irremplaçables d'une telle émission de ce genre.

M. Valéry Giscard d'Estaing souhaite qu'un vent de libéralisme souffle sur notre pays et que toute censure soit levée. La plupart des pays étrangers s'étonnent de voir que la télévision française soit tellement puritaine. Dans un souci d'ouverture vers un certain exotisme, il serait utile d'inscrire au programme des œuvres théâtrales de Racine, Feydeau, Marivaux, C.-A. Pucet, ou André Roussin qui allient la légèreté souhaitée et le libéralisme à de réelles qualités de style. Dans le même ordre d'esprit, sur le plan du cinéma, on pourrait prévoir d'utiles rétrospectives des films de Colette Darfeuil, Viviane Romance, Edwige Fenech et Mireille Balin, en prenant cependant la précaution de les programmer avec deux carrés blancs.

En attendant le double carré blanc

Ces quelques consignes me paraissent indispensables pour créer un nouveau climat. Mais il y en a beaucoup d'autres à trouver. N'étant pas premier ministre et n'ayant, pour l'instant du moins, que peu de chances de le devenir, je laisse aux responsables en place le soin de peiper à ma place. Je ne vois pas exactement pourquoi je m'adresserais les cèlles à travailler pour eux. Messieurs, à vos marques, partez !

JACQUES STERNBERG.

CHERCHER LA FEMME

Le petit jeu des nominations

« Connaissez-vous les noms des futurs présidents ? » Les couloirs des centres de l'O.R.T.F. renvoient à l'envi l'écho de cette question tant fois posée, qui dissimule, en fait, l'inquiétude résignée des personnels sur leur avenir.

Même si l'essentiel de la réforme de la radio-télévision se situe bien au-delà du choix des nouveaux responsables, le fait que six fauteuils de P.-D. G. au lieu d'un seul s'offrent aux convoitises excite la curiosité. Des candidats ? On n'aurait, dit-on, que l'embaras du choix. Quantitativement du moins. Plus de deux cents personnes, affirme-t-on, seraient faites acte de candidature. Aucun rapport, évidemment, avec la liste de vingt-sept noms établie par M. Jean-Philippe Lecat, ancien ministre de l'Information, à la demande du président de la République. Ressemblance-elle à celle que M. André Rossi, secrétaire d'Etat chargé de la réforme, a établi à toutes fins utiles ? Ou encore à celle de M. Jacques Chirac ?

« Je ne suis pas Mme-Soleil », avait répondu un jour M. Pompidou, mais il est relativement facile d'imaginer que certains noms ont, plus que d'autres, des chances de figurer sur plusieurs listes : M. Jean-Louis Guilleud, par exemple, directeur de la troisième chaîne, M. Georges Riou, ancien président de la commission de réforme de l'O.R.T.F. en 1970, M. Xavier Larère, ancien « patron » des Buites-Chaumont, M. André François, ancien directeur de la télévision.

Ce petit jeu de devinettes peut être agrémenté d'une variante, utilisée habituellement dans les enquêtes policières : cherchez la femme.

D'abord chargés de mission

On prête, en effet, au président de la République le désir de mettre « une femme à la barre ». Peut-être pas comme P.-D. G., du moins comme directeur. Il est vrai que Mme Jacqueline Baudry a créé un précédent.

Les présidents seront-ils choisis à l'issue du conseil des ministres du 11 septembre à Lyon ? On le prévoyait. On commence à en être moins sûr, le voyage en Pologne de

M. Michel Poniatowski n'étant pas fait pour accélérer le mouvement. Car il est évident que, dans ce domaine comme en d'autres, le ministre de l'Intérieur reste le conseiller privilégié du président de la République. Et il ne rentre à Paris que lundi.

Les personnalités choisies seraient d'abord chargées de mission : les nominations n'interviendraient, logiquement, qu'après la publication des décrets créant les sociétés nationales. Par conséquent, la décision ne serait pas liée, nécessairement, aux délibérations d'un conseil des ministres, celui du 11 ou celui du 18 septembre.

Le choix des présidents n'est pas, répétons-le, la clé de voûte de la réforme de la radio-télévision. Les exigences des cahiers des charges, la répartition des personnels, celle du produit de la redevance, sont des éléments du dossier tout aussi importants. Cependant, la désignation des nouveaux responsables sonnera, espérons-le, le réveil de certains secteurs de l'O.R.T.F. qui, dans l'ignorance où ils sont des perspectives d'avenir, semblent frappés de léthargie et offrent à l'observateur un spectacle effrayant.

Plus question de licenciements massifs

Bien qu'on soit assuré, au gouvernement, que « les programmes ne feront pas défaut, au moins pour le premier semestre 1975 », afin d'assurer la soudure avec les nouveaux responsables sans hypothéquer pour autant les choix artistiques qu'ils voudront, au plus vite, porter au « petit écran », la machine tourne visiblement au ralenti. On se croirait revenu au début de l'année 1968, lorsque M. Blassini, avant de lancer une nouvelle politique de programmes, avait « gelé » la production pendant plusieurs mois.

On annonce, en revanche, qu'il ne serait plus question de licenciements massifs. Une évaluation (confidentielle) des personnels nécessaires aux six sociétés ne conduirait pas qu'il y a actuellement pléthore : « Je ne dis pas, confie M. André Rossi, qu'il ne se produira aucun licenciement, il y aura un certain nombre de départs volontaires comme de mises à la retraite anticipées. Mais ce sera sans rapport avec les chiffres de deux mille ou trois mille licenciements qu'on fait courir. »

CLAUDE DURIEUX.

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institut international indépendant, spécialisé dans la formation et le perfectionnement des cadres supérieurs d'entreprises. Enseignement exclusivement en français, animé uniquement par des praticiens. Nombre limité d'étudiants. Certificats et diplômes.

Cours général ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE, 9 mois à plein temps, du 19 octobre 1974 au 28 juin 1975. Formation de cadres supérieurs polyvalents (méthodologie, conduite des hommes, gestion, organisation, production, commercialisation).

Cours général MARKETING & PUBLICITÉ, 7 mois à plein temps, du 19 octobre 1974 au 17 mai 1975. Formation de cadres spécialisés (marketing, étude de marché, ventes, techniques publicitaires, relations publiques). Prévoir un emploi immédiat en agence ou dans l'entreprise.

Conditions générales d'admission aux cours : 25 ans minimum d'âge, baccalauréat ou diplôme équivalent ou minimum d'expérience professionnelle.

DOCUMENTATION No 16M 32 sur simple demande au Secrétariat de l'ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE, chemin de Mornex 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 223952.

ÉCOUTER, VOIR

● DOCUMENTAIRE : « UN PAYS, UNE MUSIQUE : LA HONGRIE OU L'APPEL AUX SOURCES ». — Mercredi 11 septembre, troisième chaîne, 21 heures.

Claude Fléouter et Robert Manthouls sont partis à la découverte de la musique de Hongrie, à la recherche de sa signification, aujourd'hui, pour les jeunes. Dans la Hongrie de Fléouter et Manthouls, les habitants chantent, les vieux se souviennent des lentes, des rites, pendant la période de Noël. L'émission met en lumière l'existence de deux courants, contradictoires : les uns veulent faire revivre la musique populaire, d'autres la réinventer et préfèrent une expression plus contemporaine. Quoi qu'il en soit, la musique tient une place fondamentale dans la vie des Hongrois. Ils apprennent à chanter, à danser, dans les crèches, au lycée. La télévision organise des concours tous les ans. Au pays de Bartók et de Kodály, la musique est plus qu'un spectacle : un thème de discussions, de recherches.

● FEUILLETON : « L'ORCHESTRE ROUGE ». — Jeudi 12 septembre, deuxième chaîne, 21 h. 35.

Die Rote Kapelle (l'Orchestre rouge) est le nom que les services du contre-espionnage allemand avaient donné à un réseau de renseignements soviétiques infiltré sur le territoire du Reich et dans les pays occidentaux occupés pendant la deuxième guerre mondiale. Ce réseau, dont la plaque tournante était à Paris, avait été organisé par un luit polonais, Leopold Trepper dit « le Grand Chat », avec le concours de nombreux résistants communistes et non communistes. Selon l'amiral Canaris, ses activités auraient « coûté à l'Allemagne la vie de deux cent mille de ses soldats ». L'Orchestre rouge fut finalement démantelé par le Gestapo Trepper, arrêté en novembre 1942, fusillé à Sverdlovsk un an plus tard. De retour à Moscou après la guerre, il fut alors envoyé à la prison de la Lubianka par le gouvernement soviétique libéré après la déstalinisation. Il s'installa en Pologne En 1967, Trepper, sa femme et ses trois fils furent victimes de la campagne antisémite déclenchée au moment de la guerre des six jours. Désireux d'écrire un livre, Trepper ne fut autorisé à quitter la Pologne qu'en 1973.

Un livre de Gilles Perrault, publié en 1967, a retracé dans tous ses détails, selon une documentation très soignée, l'histoire de l'Orchestre rouge. Mais le feuilleton historique réalisé par Francis Wirth pour la télévision (coproduction Bavaria-O.R.T.F.-R.A.I.), et dont la diffusion commence cette semaine sur la deuxième chaîne, s'inspire d'un ouvrage de Heinz Holmes publié à Londres en 1971.

Ce feuilleton, qui aurait dû débuter sur nos écrans le 30 septembre 1972, avait été alors ajourné, un procès en diffamation intenté par Leopold Trepper à Jean Rocher, directeur de la P.S.T. (qui l'avait accusé par écrit d'avoir traité ses camarades de réseau après son arrestation) devant s'ouvrir à Paris.

● ÉMISSION HISTORIQUE : « LE PROCÈS DE NUREMBERG ». — Jeudi 12 septembre, première chaîne, 20 h. 30.

Henri de Turenne et Daniel Costello, qui ont reconstitué ces dernières années les « grandes batailles » de la deuxième guerre mondiale, ont terminé leur série historique par une évocation du procès de Nuremberg, où furent jugés par un tribunal international les dignitaires, les chefs militaires et les ministres de Hitler faits prisonniers après la défaite de l'Allemagne. Le procès de Nuremberg vient aussi, sur la première chaîne, compléter et achever la rétrospective des années 40 : « La France et les Français sous l'occupation » (Georgette Elgey, René Rémon, Daniel Lander), « Paris libéré, débout » (Jean-Jacques Bloch, Claude Robitelli), qui aura été l'événement de 1974 à la télévision. Comme les précédentes, cette émission ne se contente pas de rappeler les faits historiques, d'assembler des documents d'archives. Elle replace le procès de Nuremberg dans son contexte et porte sur lui l'éclairage d'une réflexion moderne.

VU

SEPT JOURS DE « TÉLÉ-JOURNAL »

REVOLUTION tranquille chez les Lambert : un télé-spectateur moyen sur quinze a changé d'habitudes. Le résultat vaut bien une réforme.

Que s'est-il passé ? Pourquoi sept spectateurs sur cent ont-ils délaissé « Vingt-quatre heures sur la Une » pour regarder « L.N.F. 2 » ? Les sceptiques diront : « Victoire du feuilleton de Sabagh à 19 h. 45 ». Peut-être. Les mini-films à épisodes ont un style, une qualité régulière. « Malaventure », c'était mieux fait que la plupart des dramatiques ambulatoires. Mais il y a aussi, entre les deux grands journaux télévisés, un fossé, une différence de style. « Vingt-quatre heures sur la Une » explique l'information ; « L.N.F. 2 » raconte... en couleurs, avec plus de « couleur ».

Pour les Lambert de la « Une », le lundi 28 août est une journée de politique internationale : indépendance de la Guinée-Bissau ; entrées à Chypre ; rétroglés et prisonniers dans l'Ile. « L.N.F. 2 », en revanche, ouvre les dossiers de l'économie : le C.N.P.F. donne des garanties pour l'emploi ; on s'inquiète aux Tanneries d'Annonay et, par conséquent, chez M. Bidegain dans la chausserie ; mais est-ce châté aux Etats-Unis ; on va manquer de soja ; le président Ford s'attaque à l'inflation... On attend les propos du président Giscard-d'Estaing.

Mardi, l'hôte de l'Elysée a parlé : « Simplicité, vérité », dit Jean-Claude Hébert, rédacteur en chef de « L.N.F. 2 ». En dix-huit minutes, M. Giscard d'Estaing a montré sa volonté de changement, a commenté Patrice Duhamel (« Vingt-quatre heures sur la Une »). Pas d'autres réactions pour le moment. L'actualité du jour, d'ailleurs, sur la « Une », les P.M.E., et, sur la « Deux », les affrontements Loclor-Nicoud, les difficultés de Thian-Coder, la sécheresse en Vendée.

Mercredi, sur la « Une » et sur la « Deux », on a eu un grand moment d'ethnocentrisme : l'impression que le monde entier avait été à l'écoute des propos présidentiels. « L.N.F. 2 » a présenté, en plus, une enquête sur l'esprit coopératif des syndicats allemands, que M. Valéry Giscard d'Estaing avait cités en exemple.

Les Lambert de la « Une » apprennent, jeudi, que le coût de la vie ne cesse de grimper. Mais Patrice Duhamel rappelle : « En juin, le gouvernement a pris des mesures qui devaient se faire sentir... » C'est d'ailleurs un phénomène international. Aux Etats-Unis aussi, ça va mal. Mais il reste un espoir : le plan gouvernemental... La flamme des prix des matières premières ralentit, et il y aura, à partir du 2 septembre, un coup de frein sur les prix dans les magasins... Une bonne nouvelle pour ceux qui jouent au tiercé : son prix reste à 3 F.

Études, reportages interviews

On apprend, le même jour, toujours sur la « Une », que Mme Hélène Dorthea a visité la prison de Melun ; elle y est restée cinq heures, a parlé avec tout le monde. « A Melun, Mme Dorthea a trouvé humanité et libéralisme. » Jeudi, également, Combat disparaît. Une épidémie de minigite au Brésil envoie un vaccin pour enrayer la maladie.

Vendredi : reportage à Annonay, où les ouvriers occupent l'usine. Après un bref historique, « Vingt-quatre heures sur la Une » interviewe des tanneurs, un représentant de la C.F.D.T., le président du district urbain. Un grand dossier sur le droit de la mer rappelle, en conclusion à la Conférence de Caracas, le conflit qui oppose pays développés et

pays sous-développés sur les richesses sous-marines.

Samedi : les jeunes tiennent l'actualité. Les uns, des jeunes chrétiens, chevronnés, culture sous le bras, se sont réunis à Toulon ; les autres, à Rouen, ont saccagé des magasins. Un reportage nous montre des commerçants menaçants : « Si j'avais été attaqué, j'aurais tiré... » Nous devons former une milice qui se chargera de nous défendre. « M. Lecaener accorde une interview : « Vingt-quatre heures sur la Une » nous mène à l'hôpital d'Evreux où arrivent les accidentés de la route.

La rentrée se fait avec beaucoup d'embouteillages : « Vingt-quatre heures sur la Une » nous mène à l'hôpital d'Evreux où arrivent les accidentés de la route.

Dimanche, la crise du papier est de plus en plus aiguë : un directeur de papeterie, un récupérateur, un éditeur et un directeur d'hébergement nous parlent de ses répercussions dans leur profession.

Pendant ces quatre jours, sur la « Deux », l'attention a fait les gros titres. Jeudi : les problèmes de M. Garçon, et le budget des touristes. Mort de Combat : « Un journal qui disparaît, c'est un peu de liberté... » Dossier sur le droit à l'information.

Vendredi et samedi, sur fond d'autouristes, les journalistes de la « Deux » ont fait le point sur les dossiers de la hausse rentrée de septembre. Dimanche, toujours, la « rentrée » : M. Haby a parlé du « savoir minimum garanti ».

La disparition des magazines de grand reportage, type « Cinq Colonnes à la Une », a modifié la structure des journaux télévisés. Ils ont tous, maintenant, leur quart d'heure d'études, de reportages, d'interviews. Ainsi, « Vingt-quatre heures sur la Une » a reçu MM. Mitterrand, Ceyrac, Durelour et Ségué. Les

nouvelles du jour sont essentiellement traitées en courts sauts ou même en télégrammes.

En face, le grand sujet de « L.N.F. 2 », c'était encore Chypre : un reportage quotidien de l'envoyé spécial Claude Carré. Un style aussi : l'homme sur place raconte ce qu'il voit, ce qu'il se trouve sur l'image, alors que, sur la « Une », l'image est souvent le support visuel d'une synthèse de dépêches.

A part ça, Lindbergh est mort. La « Une » a parlé de la crise du papier, de la toudra, de la météorologie. La « Deux » s'est intéressée aux vacances de France, surtout aux gîtes ruraux, à la qualité de la vie, aux petits villages.

Un style « Newsmagazine » à l'américaine

Qu'est-ce qui a séduit M. Lambert dans le journal de Jean Lejarré ? L'absence de Jean-Pierre Elkabach ou de Jean-Michel Desjournes ? Son côté moins abstrait ? Moins crispé ? Allez savoir : le « journal » est le seul télé-spectacle capable de tenir l'attention du public pendant une demi-heure, chaque jour. « L.N.F. 2 » a acquis un style « Newsmagazine » à l'américaine sous l'impulsion de Jean-Claude Hébert, qui a longtemps adjoint aux Etats-Unis. Malgré l'abondance d'images, « Vingt-quatre heures sur la Une » ressemble encore à un journal parlé, avec un rythme un peu forcé, un peu artificiel : les journaux télévisés sont le seul secteur où la concurrence entre les chaînes ait trouvé sa véritable expression. Et pourtant, les critiques de télévision s'en désintéressent. Ils sont, peut-être, eux aussi, en retard sur l'actualité.

CHRISTIANE CHOMBEAU et MARTIN EYEN.

Samedi 7 septembre

● CHAÎNE II (couleur)

18 h 40 Champions d'Europe d'athlétisme.
19 h 45 Actualités de l'histoire, de G. Elgez.
20 h 45 Feuilles de l'aventure.
21 h 45 L'été de l'union.
22 h 5 Série : Le comte Yoster a bien l'honneur
« Speculation ».
22 h 53 Jazz à Châteaufort.

● CHAÎNE III (couleur)

19 h 40 Pour les jeunes : Grands burlesques américains.
19 h 55 Jeu : Trois fois vingt ans.
20 h 30 Théâtre : Une fameuse mémorable pour la
« Cécilia », texte français : B. Sobel,
réal. E. Polak.
Une « ethnologue » brachienne au répertoire
du Berthier Beaumais après avoir
été dans le journal « L'Europe » et d'un
« acrobate » et se fait ainsi qualifier aux
« légendes » données par les « riches », qui se
« délectent » de la « dissonance » de la
pour la Compagnie Dominique Bourdier et ses
marionnettes et jouée aux Festivals de Ville-
dieu-les-Français, 1972.

20 h. (S.) : Le tour du monde des auditeurs (les les Brillanniques) : « Nocturne » (J. Field), « Dainty fine bird », « In nomine a cinq », « The silver swann » (O. Gibbons), « Quatrième concerto pour clavier et orchestre » (T. Arne), avec J. Guillou, orgue, « Irlande, mélodies opus 2 » (Berlioz), « Greenleaves » (V. Williams) ; 21 h. 30 (S.) : *Scenicals*, word musicians.

HORAIRES DES INFORMATIONS A LA TÉLÉVISION

PREMIERE CHAÎNE : éditions complètes à 13 h., 19 h., 23 h. et en fin de soirée (vers 23 h.).
DEUXIEME CHAÎNE : éditions complètes à 20 h. et en fin de soirée (vers 23 h.).
TROISIEME CHAÎNE : Flashes à 19 h., 15 et 20 h., 25 ; bulletin en fin de soirée (vers 22 h.).

mbre _____

15 h. Emission musical
P. Petit avec P.

R. Pasquier, violon; H. Grémy-Chauliac, clavier.

Concerto pour piano en mi majeur (Mozart): Presto (F. Durieux) ; Concerto pour piano (M. Corréa) ; Concerto (G. Vieux) ; Concerto pour violon et Orch. ; Cinqième Concerto brandebourgeois (J.-S. Bach)

16 h. 50 Magazine : On en parle, de J. Chabanais.

17 h. 20 Émission artistique : Le secret des chefs-d'œuvre, de M. Hourx « Courbet ».

19 h. 50 Télé-sports.

19 h. 30 Documentaire : Les animaux du monde, de F. de La Grange.

20 h. 35 Soirée Marcel Aymé.

Entrées en scène en femme et des amis de Pasquier, invités de la Bonne Femme. Adapt. O. Roux, met. J. Lapetini, avec C. Brasseur.

22 h. Ciné-club : Aspect du cinéma technique. « Le Premier cri », de J. Jires (1963), avec F. Lيمانov et J. Abraham (N.°, sous-titré, N.I.).

La tournée de travail d'un jeune réparateur du matériel de la brigade d'un couple attendriement d'être conquis à la maternité pour accoucher.

Actions percutées et double évocation du passé dans le drame d'un couple attendriement une naissance. Lyrique joué du récit.

● **FRANCE-MUSIQUE**

7 h. 2. Musique-service ; 7 h. 45. Émissions religieuses et philosophiques
11 h. Récitals sur la musique
« Fagist » (Verdi) ; 12 h. M. A. no-
nstop ; 13 h. 35. Orchestre O.R.T.F. de
Nîmes ; 14 h.
13 h. 25. Les comédiens français jouent
« Ondine » de J. Giraudoux ; 16 h. 25
Les grandes heures de la sorcellerie,
C. Bourder ; « L'œil du sorcier »,
P. H. 10. Festival de Bayreuth 1974
« Siegfried » (Wagner) premier acte
avec J. Coen, H. Zednik, D. McIntyre,
G. Neldinger - 19 h. 45, « Siegfried »,
2^e et 3^e actes ; 22 h. 45, Escales de
l'esprit, par A. Fraipנק ; 23 h. 15
Tels qu'en eux-mêmes : J.-L. Vaudouer

14 h. 30 (5.). La tribune des

FRANCE-CULTURE
7 h. 45. Hockley ; 8 h., Orthodoxe et chrétienne orientale ; 9 h. 30. Services religieux protestants ; 9 h. 40, Ecouite Israël ; 9 h. 45, Divers aspects de la pensée contemporaine ; « La libre pensée française » ; 10 h., Messe célébrée par le pasteur Schelmen, prédication du Père Bernard.

TELEVISION
9 h. 15. A Bible ouverte : « Des écrits pour la Bible » ; 9 h. 30. Foi et traditions des chrétiens orthodoxes ; 10 h. 10. Les protestants ; 10 h. 30, Le Jour du Seigneur ; « La Bible et les bibles » ; « A-t-il encore un catholicisme » ; 11 h., Messe célébrée par le pasteur Jean-Louis de Guebwiller, prédication du Père Dagognet.

CORRESPONDANCE

Les émissions vers l'Amérique latine

M. Luis Felipe Carrer, journaliste à la DABEC (attribution des affaires extérieures et de la coopération) de l'O.R.T.F., nous écrit à propos de l'article « Et maintenant cinq mois d'attente » publié dans le Monde du 4-5 août :

M. Jean-Pierre Roux propose, la suppression des émissions vers l'Amérique latine. « Et nous faiblement ». Il s'agit des émissions de l'O.R.T.F. en espagnol et en portugais destinées au Brésil, au Venezuela, au Chili, aux Philippines du continent américain. Il est utile de rappeler quelques

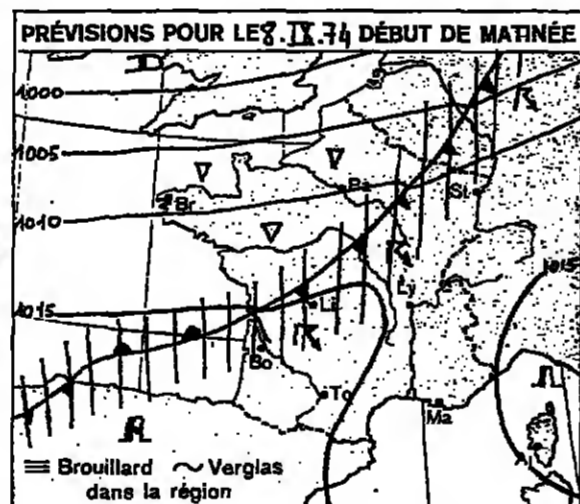
représentent plus de 30 % du nombre total d'émetteurs au Brésil, par exemple.

6) Qui émet faiblement vers faiblement écoute. La Grande-Bretagne, les Pays-Bas (qui émettent plus de dix heures par jour vers l'Amérique latine), l'Espagne se sont cotés de l'autre côté des Antilles, dans l'île de l'Ascension et aux Canaries, afin d'améliorer l'écoute. Le France, qui est pourtant présente aux Antilles et en Guyane, n'a pas jugé utile de le faire.

7) Si la radio « ondes courtes »

Inter-Variétés : 20 h. 50, Petit maître de nûr : « le Portrait de Dorlan Gray », d'après G. Wilde : 21 h. 40.
Rhythm and blues.

MÉTÉOROLOGIE



Sont publiés au *Journal officiel* du 7 septembre 1974 :

UNE LISTE
● D'admission au concours de 1974 pour l'entrée à l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud (section des lettres).

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75 427 PARIS - CEDEX 09
C. C. F. 4 207 - 23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
SÉMI-COMMUNALE (sans Affranchi)			
69 F	123 F	177 F	230 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS			
PAIEMENTS AVANCE			
167 F	188 F	269 F	326 F
ÉTRANGER			
Par messages			
(moins rapide que par poste norm.)			
SÉMI-COMMUNALE - TOUTS PAYS			
71 F	138 F	193 F	260 F
II. - PAYS-BAS			
77 F	123 F	180 F	236 F
III. - SUISSE			
94 F	173 F	252 F	309 F
IV. - TUNISIE			
98 F	173 F	252 F	309 F
Par vole aérienne			
tarif sur demande			
Les abonnés qui paient par			
chèque postal (toute vitesse) vou-			
dront recevoir contre ce chèque à			
leur demande.			
Changements d'adresse d'ab-			
onnés ou préavis (deux semaines			
avant) sont invités à formuler leur			
demande une semaine au moins			
avant.			
Joindre la dernière bande d'			
envoi à toute correspondance.			
Veuillez avoir l'obligeance de			
réviser et de nous adresser ces			
caractères d'imprimerie.			

MOTS CROISÉS

[illegible]

HORIZONTALMENT

I. Exécute le ministre en deux temps que la couronne. — II. Occis sans se border une incantation. — III. Surveille au monde la haute couronne. — IV. Sanctionne la défaite d'un boxeur. — Quelque chose que tout le monde peut prêter. — V. L'aurai-tu, mon passe? — VI. Avec eux, tout devient idéal. — VII. Un auxiliaire. — VIII. Une personne appelée à faire du bruit dans le monde. — IX. L'aurai-tu, mon Grand dent. Ornement (inversé). — X. S'étendait sur le champ. Article. — XI. Loin d'être sûre.

VERTICALEMENT

1. Des personnes qui prennent soin de leurs pieds. — 2. Se décide à se faire une coupe. — 3. On se fait ce qu'il fallait pour le flatter. — Résultat d'une consolidation. —

[illegible]

L'opérette sur les ondes

[illegible]

LA

-Vendredi 13 septembre

● FRANCE-CULTURE

● CHAÎNE III (couleur)

19 h. 40 Pour les jeunes : « Il était une autre
fois. »
19 h. 55 Jazz : « Concert Helen Humes », réal.
M. Pavaux.
You're driving me crazy, Million... dollars
secret, It don't mean a thing. Every now and
then, He way be your man (H. Humes),
Saint-Louis Blues (W.G. Hardy), Helen
Humes, G. Badini F.

matinées de France-Culture : Les arts du spectacle : 11 h. Avignon : Cycle d'opéra. ● FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 Saint-Louis Blues (W.G. Handz). Helen Humes est accompagnée par G. Badini, F. Wiggins, major G. Haley, E.L. Thompson.
Helen : Tuxedo Blues (M. Perier (1970) avec M. Poree et Dani.
Marc. Révis à l'Assistance publique, s'en va en Guyane à la recherche d'un grand-père ancien bagnard qu'il ne connaît pas. Il rencontre une femme de bar. Elle partage ses sentiments.
Le néo-romantisme de la jeunesse et l'amateurisme distingués d'un jeune photographe

● FRANCE CULTURE

FRANCE-CULTURE

15 h. 30 Série : Mannix : « Une mémoire détaillante », avec M. Connors.

17 h. 45 L'Alliance française.

19 h. 45 Feuilleton : « Les oiseaux de Meiji Jingu ».

20 h. 35 Top à Claude François.

21 h. 35 Série : « Le comte Yoster a bien l'honneur » : Les intrus.

22 h. 25 Samedi soir, de P. Bouvard.

conçoivent-ils l'évolution de l'entreprise avec C. Calvez, directeur général.

● **CHAÎNE III (couleur)**

19 h. 40 Pour les jeunes : « Il était une autre fois ».

19 h. 55 Musique : Récital Rita Streich.

Au printemps, le Pâtre sur le rocher, le Papillon, Hommages à Sylvia, Jote suprême, Nuits et Rêves (Schubert).

20 h. 30 Dramatique : « Les Branlefeur », de H. Henkel, mise en scène, D. Quehec, réal. F. Gir, avec C. Barbier et M. Bonillo.

Allegro : « Tout l'humour du m

Deux ouvriers d'une usine pétrochimique passent sur des kilomètres de tuyauteries un produit toxique qui peu à peu mine leur santé. Un jour, les ventilateurs qui évacuent les vapeurs nocturnes s'arrêtent.

● FRANCE-CULTURE

14 h 30 « L'étalon », un document de la B.B.C.
15 h 40 Film : « Un œil pour un œil » de M.
Moore, avec R. Lansing, P. Wayne.
Le chasseur de la nuit
Cherchez à se venger des bandits qui ont tué
sa femme et son enfant.
Le film est inédit en France.
16 h Reportage : « Ujshas »
16 h 55 A propos de M. Drot.
17 h 25 Jeux : Famillion Réal. J. Guyon.
17 h 30 « Télépass »
19 h 30 Documentaire : Les animaux du monde.
de F. de la Grange.
20 h 30 Jean Miro, réal. C. Prévost.
21 h 35 Joan Miró, ensemble. Le châtiment naval. de
J. Miró et J. G. Gaudí.
Le châtiment naval de La Cloïde.
22 h Ciné Club : Cycle J. Losey : Eva (1962),
J. Mau, S. Baker (v.o. sous-
titrée — N.).
A Venise, un étrange animal sacroché,
avec une passion forcenée, et une femme qui
le méprise et le tue.
Un roman « série noire » de James Hadley
Chambers, adapté par le propre frère
du réalisateur, sous le titre de La série
noire : les ambiguïtés psychologiques et
les rapports auto-masculins dans l'œuvre
de James Hadley Chambers.

(Seine-Maritime), prédication
Père Delgoutte :

21 h. 35 Témoignages : « le Sel de l'histoire », de M. Roland et R. Bertrand.

FRANCE-CULTURE

● CHAÎNE II (couleur)

19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h. 45 Feuilleton : « Les oiseaux de Meiji Jingu ».

21 h. 35 Le cabaret de l'histoire, de G. Breton et A. Tarta, avec R. Rocca, M. Baquet, C. Alex.

ÉMISSIONS RÉG

tournée; 18 h.
Radio 2.

M. M. Patruvés;
19 h. 30.
15. Disques d'or
habitué; 20 h., Hiti-
musante; 22 h.,
20. Les routiers

SUD-RADIO : 9 h., Disques da-
diés; 13 h. 30, Musclemente vore;
16 h. 30, Fontaines; 17 h., Sa
direct du Cap d'Agde; 18 h., Réad-
point; 19 h., Rhapodie; 22 h.,
Carcoueur de nuit.

Du samedi 14 septembre :

FRANCE-INTER : 6 h., Quartier
11 h., Fontaines; 9 h., L'été
magazine de Pierre Bouteiller; 10 h.,
Samedi des vons le jour; 14 h. 5,
C'estelle en coin, de F. Couderc;
16 h., 20. Les routiers;
17 h., Garetto; 18 h. 5, Top inter;
20 h. 15, La tribune de l'histoire;
21 h. 15, La musique est à vous;
22 h. 10, Le multi-ball de l'impos-
sible; 23 h., Au rythme du monde,

וְהָיָה כִּי יֵרָאֶה

[illegible]

Musique à la carte : 15 h. Week-end
pour tous : 21 h. Soirée pour tous :
30 h. Rapports : 9 h. 30. Glorieuses
and/oran.

—au dimanche 15 septembre

FRANCE-INTER : 6 h. Quartier
libre : 8 h. 30. Dimanche matin :
9 h. 30. 11 h. 30. 14 h. 5 à 19 h. 15.
L'oreille en coin : 21 h. 15. La musique
chaque jour : 21 h. 15. La musique
à la carte : 22 h. 15. Soirée sur scène :
22 h. 30 en malin.

EUROPE 1 : 9 h. Musique :
9 h. 30. Les Bonshommes :
10 h. 30.

HIT-Parade : 21
22 h. 30. Séquence

R.T.L. : 9 h. 15
15 h. 15. Francis
Bernard Schu : 19
19 h. 30. « Sym-
phonie » (Schu)

RADIO-MON-
DIEU : 10 h. 15.
Bourse d'aujourd'hui
à 10 h. 15. 11 h. 15.
Pour rire : 14
18 h. Hit-parade
sur scène.

CHU-RADIO
city : 10 h. 15.
13 h. Top 50 : 15

Dimanche-retour:
14h.
Stop ou encore:
acombrade: 11 h.
h. Grand trau:
ale n° 8 en do
ert).

PARLO: 6 h. à
18 h. 45. Fil:
les: 19 h. C'est
Tour de chant:
20 h. 30. Pénaline

h. Bon diman-
anche à Philippe
du. Au rythme des

صلى الله عليه وسلم

LA PHILOSOPHIE

par Jean Lacroix

LA COMMUNICATION

IDEES

PAUL CELLIER a voulu écrire un ouvrage inactuel sur un sujet actuel : la Parole et l'Être. Le style est simple, direct, sans termes techniques, sans références aux philosophes. L'auteur s'en tient « au niveau de l'expérience humaine vécue ». Ses brefs chapitres sont de véritables méditations — des « colloques » — liées entre elles non par une construction conceptuelle mais par un progrès interne dans l'analyse et la recherche. Il propose un itinéraire, qui devient vite celui du lecteur. Cet itinéraire est moins celui des rapports de la pensée avec son objet que des rapports du sujet avec sa parole. L'essentiel, dans le dialogue, c'est que, à mesure que les interlocuteurs parlent, ils se connaissent mieux. La communication précède la connaissance. Ce n'est pas parce qu'il y a une harmonie qu'il y a une communication, mais c'est parce que, dès l'origine, il y a une communication qu'il y a une harmonie : la séparation de la mère et de l'enfant, la naissance est pour chacun de nous la source et le type de toute communication. L'homme cherche le dialogue avant de connaître et même de sentir. C'est son être même qui est communication. Dire que l'existence n'explique pas que je sois voué à la communication avec d'autres personnes, mais dire que je suis fait pour une telle communion explique pourquoi j'existe. Les mêmes le disent bien, qui répondent aux premiers appels de l'enfant qui interpelle autour avant même de le connaître.

Cette communication, qui est notre être, est cependant difficile. L'homme est une lie : comme la mer n'est qu'un chemin plein d'embûches entre les continents, ainsi n'existe-t-il entre les hommes que des moyens de communication précaires et capricieux. Le paradoxe, c'est que réfléchissant sur la communication soit aussitôt prendre conscience de sa solitude. Il en va de même en ce qui concerne la communication avec soi. Les instants de mon existence sont comme des unités closes, bien qu'ils communiquent entre eux. Toute communication comporte deux éléments : l'un qui est donné, ma situation présente telle qu'elle résulte de mon histoire ; l'autre qui est un idéal, une visée, l'exigence de la communion parfaite, de la transparence totale. Présence du passé, présence de l'exigence, telles sont les présences opposées qui constituent son noyau central. Chaque instant est la rencontre de deux absences, l'absence du donné et l'absence de l'exigence. Ce qui fait que chaque communication est à la fois singulière et universelle.

Puisque ce qui me lie à autrui est de même nature que ce qui me lie à moi, il faut bien que l'autre soit en moi et que je sois en lui. Sinon toute communication serait impossible. Cette présence mutuelle crée cette influence réciproque qui fait que chacun des interlocuteurs modifie l'autre et contribue à édifier sa personnalité. Tout dialogue suppose deux personnes, c'est-à-dire deux êtres qui sont ouverts à la communauté de tous les hommes. Mais, en réalité, il est trispersonnel, car il y faut joindre ce dont on parle, ce « il », qui peut être des personnes, mais aussi des objets et des valeurs, que l'auteur personnalise. Il y a donc trois personnes : celle qui parle, celle à qui l'on parle, celle dont on parle. La première existe et agit ; la seconde existe mais n'agit pas ; la troisième est absente. Le premier et la seconde échangeant sans cesse leur place. Tout dialogue suppose ainsi de la part des participants parole et écoute, activité et passivité. Il reproduit le prototype de tout dialogue, celui qui est à l'origine de l'humanité, celui d'Adam et d'Eve. Mais c'est Adam qui, le premier, a parlé. C'est donc lui qui symbolise la « nature humaine ». Être homme, être femme, sont des fonctions, des personnalités différentes. Mais la racine première de toute personne est Adam. Nous le reproduisons tous de façons diverses, ce qui fait l'universalité de droit et la singularité de fait du dialogue. Nous sommes tous des « travestis » d'Adam. Mais le « travesti » même nous enseigne que la femme n'est pas une autre personne que l'homme, qu'elle est son égale.

Le dialogue devrait être universel, mais en fait nous ne pouvons pas communiquer avec tous les hommes. Toutefois, il n'y a pas seulement la finitude, il y a encore et surtout le mal, impossible de sonder le mystère de la communication sans sonder le mystère du mal. Pour en rendre compte, la meilleure hypothèse est celle d'un péché originel, mais d'un péché qui se situe sur le plan de la communication. Il n'y a pas un péché angélique suivi d'un péché humain, mais un seul qui a profondément troublé les trois termes du dialogue et corrompu les médiations. Ainsi trouve-t-on dans la communication la sottise dont Landberg disait qu'elle était le sens de l'insensé ; la vanité, qui réduit le lien social à l'opinion et à l'apparence ; l'orgueil, qui est suffisance en soi-même et négation de l'autre personne. Le refus sous toutes ses formes est toujours possible, et tout refus est la guerre virtuelle. Mais le mal radical, plus encore que le refus du dialogue, c'est sa perversion : la mauvaise foi et le mensonge se servent de la communication pour lui substituer la domination.

Le dialogue n'en reste pas moins constitutif de notre être ; s'il ne l'était pas, nous ne serions pas tenus de l'acquiescer à tout ce qui nous entoure. Cellier en distingue trois grandes formes : l'univers des personnes ; l'univers des choses ; l'univers des signes. Chacune suscite de multiples et fines analyses. La plus originale est sans doute celle du refus et de son rôle dans la communication. Le refus et la négation sont antérieurs au langage. Pour qu'ils prennent une valeur autonome, il faut qu'ils soient exprimés et pensés. Ainsi y a-t-il une fonction négative du langage qui s'oppose à sa fonction positive. Mais, en exprimant et en pensant cette négation, l'homme lui-même accorde une certaine positivité. Il transforme cette absence d'être en une sorte de personnage. Le langage en vient ainsi à parler du néant comme d'un être réel, il en fait un « il ». Il lui fait jouer le rôle du troisième personnage dans la communication.

À travers les analyses et les méandres, se dégage peu à peu le dessin profond de l'ouvrage : l'analyse de la communication est un itinéraire vers Dieu. C'est lui qui le premier a appelé l'homme à la communication. Non que l'auteur professe un spiritualisme facile. Il refuse cette notion d'âme à laquelle on attribue des aptitudes et des qualités innées qui rendent compte virtuellement de tout. Il adopte au contraire un certain « matérialisme ». Ce qu'il retient, ce que lui révèle le dialogue, c'est un appel de Dieu, qui a traversé la matière. C'est mon corps qui est centre de communication, et le plus grand mérite de Cellier est peut-être de reprendre sans cesse cette analyse du corps dont il serait paradoxal mais juste de dire qu'elle est faite de l'intérieur. Notre corps a ou plutôt est une histoire. Dire que notre existence s'enracine dans l'histoire, c'est dire qu'elle se fonde sur la communication ; dire que Dieu a parlé à l'homme, c'est dire qu'il est entré dans l'histoire, puisque l'homme est histoire.

Étant donnée la diversité des hommes et de leurs langages, il fallait un médiateur pour permettre à ces êtres différents d'entrer en société. Ce médiateur ne peut être qu'un homme, mais un homme « divin », en un sens qui ne peut être précisé : la parole de Dieu est nécessairement une personne. Il semble en définitive que pour Cellier cette parole même, présente-absente, soit la troisième personne de tout dialogue. Ce livre pose bien des questions. La « troisième personne » reste mystérieuse.

La Parole et l'Être, par Paul Cellier, préface d'Henri Gouhier, Aubier, 1974.

LIVRES REÇUS

Hegel et la série des lumières, ouvrage collectif publié sous la direction de Jacques Derrida, P.U.F., 1974, 20 F.
Études philosophiques, par Mark-Engels, nouvelle édition augmentée, Éditions sociales, 1974, 288 pages, 3 F.
Terre premier, inédits et études, par Théodore de Chardin, Le Seuil, 1974, 57 F., 240 pages.

POINT DE VUE

BOIS DE BOULOGNE...

Par BERNARD LAFAY (*)

À U moment où l'on projetait sur les écrans parisiens un film bassement pornographique intitulé *Les Couilles du bois de Boulogne*, l'avalé demandant au ministre de l'Intérieur d'organiser une opération « coup de balai » dans ce même bois de Boulogne.

Ce film illustre en effet cyniquement la prostitution et la débauche qui s'étaient impunément dans les années et les décennies de la belle promenade parisienne. Sa médiocrité et son obscénité agressive sont telles que la commission de contrôle des films avait — à l'unanimité, ce qui est rare — demandé au ministre des affaires culturelles de l'interdire, ce qu'avait effectivement décidé M. Maurice Duval. A la suite de quels flouements cette interdiction a-t-elle été levée depuis ? On en conçoit mal les raisons.

un nombre de plus en plus important de prostituées mineures. Elle se développe partout avec insistance, s'étend à des quartiers qui avaient été épargnés jusqu'ici.

Et les élus, qui prennent régulièrement le pouls de la population, constatent la révolte des Parisiens — elle aussi croissante, et combien légitime — contre cette image avilissante de leur ville. Exaspérés par cette dégradation morale et sociale sans frein ni limite, ils en attribuent la responsabilité à l'insuffisance de l'action des pouvoirs publics.

Et le « deuxième homme » ?

Il est peut-être temps de voir les choses en face, de ne plus fermer les yeux devant une taré aussi désolante pour notre société. Tant que la prostitution, a-t-on écrit, continuera de s'exercer sous l'œil bienveillant de la morale populaire, la femme ne pourra jamais être admise tout à fait comme l'égal de l'homme. Je laisse à la secrétaire d'État chargée de la condition féminine le soin de peser attentivement ce jugement peut-être excessif. Mais je fais mienne la franchise de Georges Clemenceau, qui, ministre de l'Intérieur, n'hésita pas à déclarer à la tribune qu'il regrettrait d'être chargé d'assurer l'implémentation de la réglementation d'un état de choses inavouables. Pour les vices

de l'homme, conclut-il, c'est la femme qui expie... En supprimant les « maisons » tolérées jusqu'alors par les pouvoirs publics, a-t-on un premier pas très important, car la « maison » est la forme la plus odieuse de l'esclavage féminin. Si quelques esprits arrêtés en sont encore à prétendre que la réouverture des « maisons » serait une bonne chose, il n'est plus au monde un seul spécialiste des problèmes prostitutionnels pour se poser une telle question.

Si la prostitution est une honteuse survivance de l'esclavage, si elle constitue un outrage aux droits les plus sacrés de la personne humaine et à la dignité de la condition féminine, pourquoi en effet passer sous silence le « deuxième homme » du trio proxénite-prostituée-client ? Les proxénètes doivent être frappés avec toute la rigueur de la loi, et surtout les souteneurs, les « calés » du proxénétisme qui bénéficient souvent d'une étrange impunité. Mais qui osera justifier la discrimination séculaire entre la prostituée et le deuxième homme, le client ? La première est seule exposée aux sanctions de la police et de la justice. Le second est depuis toujours, en France, ignoré par la loi et la réglementation. Pourtant, si l'on s'en tient aux principes, toutes les Déclarations des droits de l'homme, toutes les Constitutions proclament l'égalité de l'homme et de la femme devant la loi, les sanctions en matière pénale devant donc être les mêmes pour les deux sexes.

Le client, le deuxième homme, est coupable parce qu'il contribue à créer l'offre. Il est coupable, car il recherche la prostituée quelle que soit l'appellation. Les vices du deuxième homme et son argent créent, entraînent et perpétuent la prostitution. Aucun texte ne met en cause le client, ne jette sur lui « le moindre interdit », ni même le moindre discrédit. Un certain nombre de pays — États-Unis, Union soviétique, États scandinaves, États de l'Est européen — ont eu le courage et la sagesse de prohiber la prostitution. Aux États-Unis, en particulier, on est parvenu à supprimer à peu près totalement le dégoûtant spectacle de la prostitution de rue, mais les mesures légales de répression y frappent aussi le client qui est poursuivi au même titre que la prostituée. Cette disposition explique en grande partie les résultats obtenus.

Les parisiens de la réglementation de la prostitution, fautive solution fondée sur l'abandon moral de la société, avancent des arguments dont on fait justice depuis longtemps des milliers d'études scientifiques menées dans tous les pays du monde. Non, il n'est pas vrai que la suppression de la prostitution augmente la criminalité et la délinquance sexuelles, les statistiques le prouvent.

Par contre, c'est autour du milieu prostitutionnel que se cristallisent le « milieu » tout court, le milieu des tuteurs, des voleurs, des trafiquants de drogue, des gangsters, des dévoyés. La prostitution engendre le crime, c'est une vérité aujourd'hui admise par tous les juristes et sociologues sérieux et objectifs.

Notre société moderne se fait gloire des conquêtes d'une démocratie toujours plus soucieuse de la dignité de la personne humaine, mais elle persiste dans l'acceptation plus ou moins avouée de cet avilissement de la femme que constitue le fait prostitutionnel. Ce mépris de la condition féminine s'aggrave de l'immunité dont bénéficie l'homme, le client, condamnable, moralement et socialement, autant que la prostituée.

Il y a dans tout cela trop de lâcheté et d'hypocrisie, et depuis trop longtemps. S'il est un changement souhaitable, c'est que la société prenne conscience d'un problème devant lequel il n'est pas permis de fermer les yeux sous prétexte qu'il est très ancien.

(*) Député de Paris, ancien ministre.

Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et commerciales

Baccalauréat (séries A, C, D)
Baccalauréats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat.

école lémania lausanne

3, chemin de Préville, Tél. 021/201501

La loi de la pluie, les éloges de la pluie, les éloges de la pluie contre l'insupportable défiguration marquant de ceux qui vendent la Bretagne au coin de la rue, dans l'herbe des dunes, sur le podium des fêtes. Tous ces bradeurs avaient, eux aussi, l'oreille collée au bulletin météo. La grande drague des écoliers était à l'eau, ils faisaient leurs comptes dans la boutique en jalousant les vendeurs de la Côte d'Azur, où la pluie avait son fidèle rendez-vous avec le soleil. Ceux-là feraient des affaires d'or. Toujours les mêmes, ah, si la Bretagne avait pu être méditerranéenne !

Je ferai l'éloge de la pluie sur mes toits, dans les abers et jusque dans ces petits ports où elle se rit des dates des vacances et du commerce d'été. Je ferai l'éloge de la pluie, de sa liberté, de son opiniâtreté. Pluies féales, pluies bretonnes, pluies libérales...

Je ferai l'éloge de la pluie ici et maintenant, dans ma maison de Combourg, si mouillée que c'est sur un papier humide que j'envoie ce message là-bas, à Paris, dans l'autre monde...

Humeur

ÉLOGE DE LA PLUIE

Je ferai l'éloge de la pluie sur mes toits, dans les abers et jusque dans ces petits ports où elle se rit des dates des vacances et du commerce d'été. Je ferai l'éloge de la pluie, de sa liberté, de son opiniâtreté. Pluies féales, pluies bretonnes, pluies libérales...

Je ferai l'éloge de la pluie ici et maintenant, dans ma maison de Combourg, si mouillée que c'est sur un papier humide que j'envoie ce message là-bas, à Paris, dans l'autre monde...

SOCIÉTÉ

La fidélité est-elle une force ou une infirmité ?

(Suite de la page 13.)

Un bien d'hier peut devenir le mal d'aujourd'hui.

La théologie médiévale a fait de la prudence une des quatre vertus cardinales. Loin d'équivaloir à la pusillanimité, elle consiste à évaluer, dans des circonstances données, dont l'individu est seul juge, la situation unique du présent pour en tirer les conséquences. Ce peut être le divorce, la rupture du vœu de continence. Ou l'inverse. Mais personne ne peut en juger à la place de l'intéressé. Les promesses ne sont pas au-dessus du jugement des hommes. Ou alors, à quoi servirait l'Évangile ?

La fidélité inconditionnelle — palenne somme toute — peut entraîner autant de drames ou de déchéances que l'infidélité du même nom.

Déplacement

Mgr Zoghbi, archevêque de Baalbek, l'avait bien compris, qui avait demandé en 1965 aux Pères du

concile de prendre en considération le cas d'un conjoint innocent abandonné. Sans succès, hélas !

Mais il n'est pas que la fidélité à un contrat ou au sacrement du mariage. Il est aussi, plus subtile et plus intime, la fidélité à un homme ou à une femme. Fidélité sexuelle et, plus profonde, fidélité du cœur. En théologie — le péché de la chair — n'est pas compté parmi les plus graves (ceux-ci étant l'égotisme et l'orgueil). L'apparition de méthodes contraceptives efficaces a sensiblement déplacé les données traditionnelles. Il est peu vraisemblable que la liberté sexuelle soit un jour admise par les moralistes catholiques. Mais c'est sans doute moquerie que de juger le « relâchement » social à l'aune d'une simple licence. Déjà certains théologiens chrétiens commencent à tolérer les relations préconjugales. Comment nier l'influence des mœurs sur l'élaboration de l'éthique ?

La fidélité du cœur est une résultante. Elle ne se décide pas, mais se constate. Elle est le fruit détachable d'un art de vivre ; la fine pointe du comportement d'un couple qui trouve son épanouissement dans l'espace sans cesse élargi et renouvelé de son amour. Ici la notion de fidélité équivaut à celle de gratuité ou de grâce, au-delà de toute barrière coercitive. Il n'est rien à en dire. Elle est donnée. Tout au plus peut-on la cultiver ou conspirer contre elle.

Quant aux engagements à vie, pour en revenir à eux, ils sont choses trop importantes pour être pris à la légère. Sous l'influence d'une société traditionnelle par trop dévorante, on peut regretter qu'on en prenne trop souvent et à des âges trop précoces. Ne pourrait-on imaginer, à l'exemple de certaines congrégations religieuses, des engagements à temps, renouvelables pour ceux qui le désirent ? A notre époque où la longueur moyenne de la vie s'ajoute à l'instabilité chronique des conditions d'existence, ne serait-il pas sage de ménager des portes de sortie ? L'essentiel, en définitive, n'est-il pas d'éviter que des promesses téméraires deviennent des pièges destructeurs de ce que saint Jean appelle « la liberté des enfants de Dieu ».

La grandeur d'une promesse est de mettre un sceau sur l'amour humain. Un sceau et non des menottes. Le passé n'est pas un piège autour duquel nous avons à tourner comme la chèvre de M. Seguin. La fidélité est création continue où elle n'est que poids mort.

XAVIER GRALL

HENRI FESQUET

A propos de «La colère verte»

monde mourait littéralement de
faim dans l'indifférence générale.
RAYMONDE LEFÈVRE
(Amboise).

La seule différence entre les « Lip » et nous, c'est que nous avons fabriqué un produit, et ensuite nous l'avons détruit. Les « Lip », eux, n'ont pas produit. Fondamentalement, je crois que c'est la même chose.

Ne pensez pas non plus que ces destructions sont le fait de groupuscules isolés : la grande majorité des agriculteurs ont participé aux récentes actions.

croyez pas non plus que nous
faisons cela de galeté de cœur.
Nous pourrions donner des
leçons d'économie à plus d'un
citadin. Les poubelles chez nous
satisferaient mal un affamé; il
n'en est pas toujours de même
à Paris ou dans les grandes villes.

JEAN-CLAIR URVOY,
agriculteur
(44 - Derval).

Certes, ne généralisons pas trop vite : tant dans des îlots des pays occidentaux que dans des pays du tiers-monde, la faim subsiste ; mais cette faim est davantage liée à une déficience des réseaux de distribution, y compris ceux en « matière grise », qu'à une incapacité des moyens de production. De nos jours l'homme a moins à lutter contre la nature pour assurer sa survie qu'il a à négocier les rapports avec ses semblables pour établir un cadre de vie acceptable par tous.

صبراً من الأهل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
— CHYPRE : le « lent grignotage » de l'armée turque.
2. DIPLOMATIE
— L'invitation de M. Giscard d'Estaing à sa dîner des Neuf a été bien accueillie dans la C.E.E.
3. PROCHE-ORIENT
— L'étrange inauguration de la ligne aérienne Francfort-Jérusalem.
3. AFRIQUE
— ÉTHIOPIE : huit pilotes français participent aux opérations de secours contre la sécheresse.
4. ASIE
— LIBRES OPINIONS : « Aux frontières du désert », par Pierre Lefranc.
5. PRESSE
— M. d'Ormesson demande la saisie du Figaro de l'union populaire.
5. AÉRONAUTIQUE
— Accord de coopération entre six constructeurs européens d'avions civils.
6. ÉDUCATION
— M. J.-P. Soisson déposera son projet de réforme de l'enseignement supérieur au printemps.
6. RELIGION
— Le pape a nommé les trois présidents du prochain synode.
6. SCIENCES ADMINISTRATIVES
— « L'homme politique et la technocratie », par Charles Debbasch.
7. MÉDECINE
— L'épidémie de méningite s'aggrave au Brésil.
7. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
— A PROPOS DE... l'ouverture d'une carrière près de Grenoble.
7. FAITS DIVERS
— A Paris, un policier tue un voleur qui s'enfuyait.
7. JUSTICE
— DÉFENSE : « La France et l'Eurocord », point de vue par Pierre-Bernard Costé.
8. SPORTS
— ATHLÉTISME : les championnats d'Europe de la finale romaine attendent réparation.

LE MONDE AUJOURD'HUI

- Pages 9 à 16
- La fidélité est-elle une force ou une infirmité ? par Henri Frenet.
 - Le sapin défendu, par Olivier Renaudin.
 - Au fil de la semaine : l'absence de la VIE fictive, par Pierre Vianou-Ponté.
 - Lettre d'Anchorage, par Philippe Ben.
 - Manchester, le vent en poupe, par Olivier Postel-Vinay.
 - La philosophie : La communication, par Jean Lacroix.
 - Bois de Boulogne, par Bernard Lafay.
 - Télévision : Sept jours de téléjournal.

- 16-17. ARTS ET SPECTACLES
— CINÉMA : Dites-le avec des fleurs.
- COLLOQUE : musique et philosophie à Reims.
- 18-19. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
— ÉNERGIE : le plan de rationnement du chauffage domestique.
- LIBRES OPINIONS : « Un droit féodal : celui de la représentativité syndicale », par J. L'Huillier.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (11 à 14)
— Annonce classée (18) : Car-net (8) ; « Journal officiel » (12) ; Informations pratiques (12) ; Médecine (12) ; Mots croisés (12) ; Finances (20 et 21).

Les jamaïcaines DRAGÉES MARTIAL
ne sont vendues que dans les 8 magasins MARTIAL à Paris et par correspondance. Jamais ailleurs !
Catalogue intéressant à demander gratuitement à : FABRIQUE DE DRAGÉES MARTIAL, 59, rue Planchoir, 75020 PARIS. Téléphone : 370-32-32.

A C D E F G H

Au château de Champs-sur-Marne

LES CINQ MINISTRES DES FINANCES discuteront aussi du relèvement des quotas au F.M.I.

La réunion des ministres des finances des cinq pays les plus importants du Fonds monétaire international (Etats-Unis, Allemagne fédérale, France, Grande-Bretagne et Japon) devait commencer samedi en fin de matinée au château de Champs-sur-Marne, à une quinzaine de kilomètres de Paris. Elle devait se terminer au milieu de l'après-midi de dimanche, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre français de l'économie et des finances, ayant invité les journalistes à se rendre à une conférence de presse qu'il tiendrait Rue de Rivoli aux environs de 17 h. 30. Outre les grands problèmes du jour (accélération de l'inflation, mais dans la profession bancaire, touchée par des faillites et des pertes de change, déficit de balances des paiements, fractionnement du marché des eurodollars, etc.), les entretiens porteront, comme le précisait

du reste le communiqué publié par les services de M. Fourcade, sur la préparation de l'assemblée générale du Fonds monétaire qui s'ouvrira à Washington le 30 septembre.

Malgré l'inflation régnante, les projets du Fonds monétaire visent à augmenter encore les facilités de paiement mises à la disposition des pays membres. L'un d'eux consiste à augmenter les quotas que ces derniers doivent verser au F.M.I. La France, pour sa part, ainel du reste qu'un grand nombre d'autres pays, est en faveur d'une telle mesure, à condition toutefois, ajoute-t-on, à Paris, qu'elle soit « modérée ». L'intérêt de l'opération, estiment les pays occidentaux, serait d'amener les pays producteurs de pétrole à augmenter de façon substantielle leur contribution, quitte à ce que cela se traduise

Avant la dernière phase de la conférence annuelle

L'organisation des marchés agricoles est l'objectif prioritaire des professionnels et du gouvernement

Le premier tour de la conférence annuelle agricole, qui a réuni vendredi 6 septembre, autour de M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, les responsables des quatre organisations paysannes représentatives (A.P.C.A., F.N.S.E.A., C.N.J.A., C.N.M.C.C.A.), n'a pas provoqué une vague d'optimisme chez les représentants professionnels. Il faut dire que l'objet le plus important de cette quatrième conférence annuelle doit être le « revenu ». Or la diminution du pouvoir d'achat des agriculteurs, grignoté par l'inflation et la hausse des coûts de production, touche tous les cultivateurs de la C.E.E., et l'affaire doit se régler à Bruxelles. Reste à savoir quel pourcentage d'augmentation des prix (4 %/5 % proposés par le collège européen, 8 % réclamés par les organisations paysannes de la Communauté) sera arrêté par le conseil des 17 et 18 septembre. Quel qu'il soit, il faudra de toute façon un certain nombre de milliards supplémentaires, a indiqué le président de la F.N.S.E.A., M. Debatte. Où les trouver ? En desserrant les crédits pour l'agriculture, en augmentant les subventions du ministère, en remboursant la T.V.A. payée sur les engrais, les aliments du bétail et les produits de traitement ?

Dans l'attente d'un choc psychologique.

M. Bonnet « s'est montré très réceptif », a déclaré M. Perrin, président des chambres d'agriculture, en commentant les réactions du ministre à ce propos. En fait, celui-ci doit jouer serré entre le gouvernement ouest-allemand, très critique à l'égard « des mesures nationales », et les revendications des organisations professionnelles. Aussi M. Bonnet a-t-il confirmé qu'il défendait une augmentation de 5 % des prix agricoles, mais il semble désormais que des « efforts supplémentaires » seraient accordés par le biais du crédit ou du budget.

Pourtant, on attend un choc psychologique de cette conférence annuelle dont la phase finale sera présidée le 25 septembre par M. Chirac. Il s'agit, en effet, de calmer la grogne paysanne. Pour cette raison, l'accent a été mis, au cours de la réunion de vendredi sur une ancienne revendication des jeunes agriculteurs : l'organisation des marchés. Les professionnels auraient de leur côté à remplir un certain nombre d'obligations, tant en matière de qualité des produits que de gestion de leur exploitation. « Une telle organisation est le problème numéro un du moment, en raison de l'absence de la crise actuelle », a déclaré M. Bonnet.

Trois autres chapitres sont à l'ordre du jour de la conférence : les exportations agricoles, les cultures pérennes (arbres fruitiers, vignes, etc.), la protection sociale. Le ministre a fait la tri des revendications qu'il s'engage à défendre. Toutefois, la plus grande discrétion a été observée de part et d'autre sur le contenu précis des mesures qui seront soumises au premier ministre.

Il s'agira ensuite de voir comment, dans la conjoncture actuelle, cette forme de concertation dont sont toujours exclus le M.O.P. et le F.A. (1) est appréciée par la base. Si celle-ci estime que les résultats sont médiocres, ne s'engagera-t-elle pas plus avant dans l'action directe ?

ALAIN GIRAUDO.

(1) Mouvement de défense des agriculteurs, Fédération française de l'agriculture.

Au congrès de la Fédération Armand de parents d'élèves

M. René Haby expose l'esprit de son projet de réforme de l'enseignement

Le 55^e congrès de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.P.E.P.) s'est ouvert, vendredi 6 septembre à Saint-Denis (Oise-Villiers) en présence de 300 délégués. Le rapport d'activité, présenté par le secrétaire général sortant, le docteur Orp, n'a obtenu que 66 % d'approbation. Les délégués ont voté, à 77 %, et 7 % d'abstentions. L'an dernier, au congrès d'Évry, le rapport d'activité avait remporté 65 % des suffrages. D'autre part, le congrès a adopté le projet de M. Pierre Armand, va quitter son poste, conformément aux statuts de la fédération.

Un fois acquis cette formation élémentaire — et donc à un âge variable — les élèves suivraient des enseignements secondaires dans le cadre d'un cycle moyen, où, à côté des disciplines traditionnelles, une place importante serait faite à la technologie, aux travaux manuels, aux enseignements artistiques et sportifs. Les contenus actuels du second cycle de l'enseignement secondaire seraient concentrés en deux années, contre trois actuellement.

En classe terminale, en revanche, les élèves — qui seraient davantage traités en étudiants — poursuivraient leur formation, en fonction de leurs projets d'avenir.

L'intention du ministre de l'Éducation, comme du gouvernement, est d'assurer à chaque jeune Français un « savoir minimum garanti » et une meilleure adaptation au monde contemporain et à une profession.

Pour la rentrée, qui doit avoir lieu dans quelques jours, le ministre devait rappeler, d'une part, les efforts faits par le gouvernement pour les bourses et la gratuité des livres et des transports, d'autre part, la nouvelle organisation des classes de sixième qui ne sera valable que pour cette année scolaire.

Il devait, d'autre part, annoncer la toute prochaine mise en place, dans les académies et au ministère, de services « spécialisés 1974 » à la disposition des familles, des jeunes et des enseignants.

NOUVELLES BRÈVES

- M. Paul Berlet a été reçu vendredi après-midi par le ministre de l'Économie, M. Coudert. Ils ont examiné certains projets sur l'extension de l'industrie automobile et du secteur « fondrières » en Tunisie.
- Restrictions à la circulation en raison de la fête de l'Unité nationale, qui doit se tenir dans le parc départemental de la Cournerve (Seine-Saint-Denis), des restrictions sont apportées à la circulation sur l'autoroute du Nord, annonce un communiqué de la préfecture de Bobigny.
- Le bretteux de sortie vers Stains, Garges - les - Ombres et Suresnes auront interdiction d'emprunter la sortie de la porte de Paris à Saint-Denis.
- L'IN.P. 2 consacrer, à l'occasion du conseil des ministres qui se tiendra mercredi à Lyon, la majeure partie de ses journaux télévisés des mardi 10 et mercredi 11 septembre à la régionalisation et aux problèmes spécifiques de la région Rhône-Alpes.
- Un avion charter de la compagnie aérienne américaine Pan American Airways, qui transportait soixante-quinze travailleurs turcs de Berlin-Ouest à Istanbul, s'est vu refuser par radio dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 septembre le survol du territoire bulgare.

En Argentine

Les péronistes de gauche déclenchent la lutte armée contre le régime

Les péronistes de gauche — les Montoneros — ont décidé de retourner dans la clandestinité et de se lancer dans la lutte contre le gouvernement de Mme María Estela Martínez de Perón. Ils affirment que l'équipe dirigeante « n'est plus ni péroniste ni représentative » et ne reconnaissent plus le pouvoir de la veuve du caudillo. Ce sont ces mêmes Montoneros qui avaient, les armes à la main, lutté contre l'ancien régime militaire, afin de faire lever la proscription de Perón et assurer son retour en Argentine. Condamnés par le chef de l'État, ils n'avaient pas pour autant cessé de reconnaître son autorité. Aujourd'hui encore, c'est au nom d'un héritage spirituel revendiqué par eux qu'ils brisent officiellement l'unité du mouvement péroniste.

Toujours dans le même ordre d'idées, il est question d'accroître la durée des prêts accordés par le Fonds monétaire (huit ans au lieu de cinq ans) aux pays qui connaissent des difficultés de balances des paiements.

De fait, nous câble notre correspondant Philippe Labrevaux, la

A quelques semaines des élections

Le gouvernement britannique publie un Livre blanc sur l'égalité des sexes

« Égalité pour les femmes ; une politique pour des chances égales ». Sous ce titre, un Livre blanc émis par le gouvernement travailliste a été rendu public le 6 septembre, en Grande-Bretagne, par M. Roy Jenkins, ministre de l'Intérieur, qui en avait déjà présenté les principaux points à la Chambre des communes en juillet dernier.

Ce Livre blanc préside à un projet de loi qui pourrait être adopté avant la fin de l'année. Il prévoit de supprimer la discrimination entre les sexes dans la vie sociale, veiller à éliminer celle-ci, donner son avis au gouvernement. Il s'agit de domaines de l'emploi (embauche et salaires), de la formation professionnelle, de l'éducation, du logement. Il précise les conditions qui permettraient de veiller à ce que les femmes soient traitées, à l'avenir, de la même manière que les hommes en ce qui concerne notamment l'accès à la propriété, l'accès aux pubs et dans les officines des « bookmakers ».

Les mesures préconisées visent à supprimer la discrimination entre hommes et femmes s'accompagnant de la création d'une « commission des chances égales » qui devra notamment enquêter sur toutes les formes de discrimination entre les sexes dans la vie sociale, veiller à éliminer celle-ci, donner son avis au gouvernement. Il s'agit de domaines de l'emploi (embauche et salaires), de la formation professionnelle, de l'éducation, du logement. Il précise les conditions qui permettraient de veiller à ce que les femmes soient traitées, à l'avenir, de la même manière que les hommes en ce qui concerne notamment l'accès à la propriété, l'accès aux pubs et dans les officines des « bookmakers ».

Le Livre blanc prévoit des exceptions et des délais, notamment pour ce qui concerne l'embauche dans les petites entreprises ou dans certains secteurs massifs. Il envisage aussi des mesures telles que l'armée, les églises, certaines écoles.

En revanche, le Livre blanc prévoit d'ouvrir aux hommes des emplois jusqu'à présent traditionnellement réservés aux femmes tels que la profession de sage-femme.

Les commentaires de la presse britannique mettent l'accent sur le caractère préélectoral de cette publication : le gouvernement travailliste prend l'engagement, s'il est réélu, de présenter son projet devant le Parlement britannique avant la fin de l'année. Engagement qui ne manquera pas, semble-t-il, de susciter l'intérêt des femmes britanniques, qui constituent la majorité de l'électorat.

Selon le Financial Times, c'est le programme de changement social le plus important depuis la promulgation de la loi sur les relations raciales, et la « commission des chances égales » aurait davantage de pouvoir que n'en a actuellement le Bureau des relations raciales. Mais, précise le quotidien britannique, il serait prévu par la suite d'élargir l'ensemble des « lois anti-discrimination ».

LA GRANDE-BRETAGNE PROCLAME SES DROITS SUR LE SOUS-SOL Océanique ENTOURANT LE ROCHER DE ROCKALL.

Londres (A.F.P., Reuter). — La Grande-Bretagne a augmenté l'étendue de son plateau continental de 53 688 kilomètres carrés, en proclamant officiellement, le vendredi 6 septembre, ses droits sur le sous-sol de la zone océanique s'étendant autour des rochers de Rockall, situés dans le nord-est de l'Atlantique, à 400 kilomètres à l'ouest des Îles Hébrides. Avant cette « annexion », le plateau continental britannique s'étendait sur 370 369 kilomètres carrés.

Rockall n'est constitué que par de minuscules rochers de granit qui pointent au-dessus de l'Atlantique. Dès 1955, la Grande-Bretagne a proclamé sa souveraineté sur ces rochers pour des raisons stratégiques. Mais, depuis quelques années, les chieftains rochers a pris une grande importance économique : la sardine, en effet, un bassin sédimentaire qui pourrait — peut-être — contenir des hydrocarbures. Toutefois l'exploitation de ces éventuelles ressources énergétiques n'est pas pour demain. Les fonds qui semblent les plus intéressants du point de vue géologique sont, malheureusement, les plus profonds, c'est-à-dire qu'ils sont situés sous des profondeurs d'eau allant d'environ 500 à 1 000 mètres et peut-être même à 1 500 mètres.

Une évolution

L'état-major de la gauche a prévu cette évolution : la mort de Perón. Si Perón avait survécu, il aurait été le dirigeant du peuple de l'Amérique latine, interrompue lors du péronisme au pouvoir. Si les Montoneros n'ont pas immédiatement déposé les armes en accordant une « priorité absolue » à l'organisation au sein de la justice, dans les cas et à l'université, la pas moins même quelques tentatives tentatives, via milieu, leurs adversaires. P. Labrevaux. Tel était l'objectif de José B. s'agissait d'un avertissement aux « bureaucrates » du régime ouvrier, et, par Perón lui-même. Ce n'est pas la politique et militaire.

Sans renoncer à la tâche du parti péroniste, organiser à partir de la mort de Perón, la direction de la « révolution laïca ». Il s'agit, au premier lieu, de mieux organiser la lutte, y compris dans la région. La publication de l'assassinat d'Argentin ces jours derniers, a retourné son sens.

Vendredi, les commentateurs qui ont été considérés comme les principaux acteurs de la révolution ont été deux sous-officiers responsables de la sous la torture de militant militantes ; l'université de l'assassinat d'Argentin ces jours derniers, a retourné son sens.

Signalons enfin que, si une douzaine d'attentats ont été commis à Buenos Aires et dans sa banlieue, les sièges de coup d'État (dont Oliverio), le titre des archives de l'armée succursale d'une banque a cédé.

En Allemagne fédérale

LE NOMBRE DES FAILLITES A AUGMENTÉ DE 43 EN SEPT MOIS

Le nombre de faillites en Allemagne fédérale a augmenté de 43 en juillet : dix cent trente et un ont été recensés au cours de mois par l'office fédéral de figures de Wiesbaden contre 126 seulement en juin.

Pour les sept premiers mois 1973, l'office a comptabilisé mille cent cinquante-deux faillites, soit 43,2 % de plus qu'en la même période de 1972.

(PUBLICITE)

Bègue

Vous pouvez retrouver la parole NORMALE à tout âge. Documentation éditée par l'Institut fondé en 1925 par un ancien professeur de la Sorbonne. Envoi discret gratuit. — Bègue, 18, boulevard de la République, 33200 BORDEAUX.

صلى الله عليه وسلم